

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.
 PÓLROKZNIE..... 8 fr.
 ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą :

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.
 SIX MOIS..... 8 fr.
 UN AN..... 15 fr.

Etranger :

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LE CONGRÈS POLONAIS DE MOSCOU

LES RÉOLUTIONS

Nous publions ici les résolutions que le Congrès national polonais réuni à Moscou a votées à l'unanimité de ses 360 délégués, dans sa séance de clôture du 8 août. On sait que M. Ribot a adressé au Congrès les félicitations du gouvernement français.

§ 1.

« L'aspiration inébranlable de la nation polonaise est d'obtenir comme résultat direct de la guerre actuelle un État Polonais indépendant « par la réunion de tous les territoires polonais et possédant sa côte maritime avec l'embouchure de la Vistule. » La réalisation de ce but exige que l'hégémonie de l'Allemagne en Europe s'appuyant sur le militarisme prussien soit brisée et que les territoires polonais qui se trouvent aux mains des puissances centrales en soient arrachés.

La victoire de la coalition anti-allemande et la réalisation du programme de réorganisation de l'Europe sur les bases du droit de toutes les nations à décider librement de leur sort ainsi que d'une existence indépendante, telle que les États-Unis l'ont posée et que les autres Alliés l'ont adoptée est donc dans l'intérêt direct de la Pologne.

Par contre tout ce qui fortifie les puissances centrales, tout ce qui assujettit la Pologne à leur politique, tout ce qui peut conduire à une paix prématurée, tout ce qui est en opposition avec le programme de la coalition tendant à ce que toutes les nations disposent librement d'elles-mêmes, tout ce qui fait abus du principe élevé en soi, de la paix sans annexion pour soutenir la domination allemande sur les peuples qui aspirent à s'en libérer, tout cela est contraire à l'intérêt polonais.

§ 2.

Le Congrès constate que sa conception des buts de la politique polonaise est conforme à la volonté de l'opinion publique dans les trois parties de la Pologne démembrée. Cette volonté est clairement et nettement exprimée dans la résolution votée par le cercle de la Diète à Cracovie, le 28 mai 1917, et déclarant « que la nation polonaise aspire unanimement au rétablissement de la Pologne indépendante et une avec accès à la mer ». Ainsi que dans la décision présentée au Parlement allemand au nom du cercle polonais par le député Seyda qui dit que « les Polonais annexés à la Prusse n'ont jamais renoncé à leur unité nationale et qu'ils ont toujours reconnu aux nations le droit de disposer d'elles-mêmes ».

De même dans le Royaume, ainsi qu'en témoigne le cours des événements et la situation

politique, la population dans son immense majorité repousse énergiquement le règlement de la querelle polonaise par les Puissances centrales sur la base de leur proclamation du 5 novembre et elle s'élève contre tout entraînement qui pourrait mettre la Pologne dans la dépendance de la politique allemande, ne voyant dans le Conseil d'Etat issu de l'acte du 5 novembre que l'organe indispensable, étant donnée l'occupation du pays par la force armée, pour servir d'intermédiaire avec l'autorité de l'occupant, mais ne pouvant être par contre, en raison de sa dépendance nécessaire vis-à-vis des Puissances centrales, l'autorité exprimant et dirigeant la volonté du pays et de la nation.

Le Congrès exprime son admiration et sa reconnaissance à ses compatriotes restés dans le pays et particulièrement à ses frères annexés à la Prusse qui, dans les conditions les plus difficiles, ont su, par des efforts persévérants et couronnés de succès, garder une attitude ferme et indépendante.

Le Congrès constate que les légionnaires, en refusant de prêter un serment qui devait lier la force armée polonaise aux Puissances alliées, ont accompli un acte de la plus haute valeur pour le bonheur de la patrie.

§ 3.

Considérant que la nation russe, la révolution accomplie, a proclamé l'indépendance et l'unité de la Pologne; considérant d'autre part qu'en abolissant le régime de despotisme agressif qui jetait une ombre sur la sincérité des mots d'ordre de la coalition, elle s'est trouvée placée dans les rangs des démocraties qui combattent pour le droit des peuples, le Congrès est profondément convaincu que les Polonais de ce côté-ci du front ont le devoir dans cette guerre de venir se ranger aux côtés de la Russie libre, dans l'âpre combat qu'elle soutient aujourd'hui pour son existence contre le militarisme germanique comme dans la lutte difficile qu'elle supporte pour le rétablissement de l'ordre intérieur, basé sur le droit et la liberté.

§ 4.

Le Congrès estime que dans les conditions actuelles le facteur le plus important de l'unité intégrale et de l'indépendance complète de la Pologne est la création d'une force armée polonaise autonome, luttant contre les Puissances centrales, dernier rempart en Europe du régime de gendarme et de militarisme agressif qui foule le droit des peuples.

§ 5.

Le Congrès déclare indiscutable le droit de la nation polonaise à défendre elle-même sa cause au futur Congrès de la paix.

§ 6.

Le Congrès donne mandat à son Conseil élu de :

1° S'attacher avant tout à obtenir des Puissances de la coalition anti-allemande et des Puissances neutres, que la Pologne ait ses propres délégués au Congrès de la Paix.

2° Prêter l'appui le plus ferme au Comité central polonais en vue d'obtenir immédiatement le groupement des Polonais servant dans l'armée russe en une force armée distincte, soumise à une discipline ferme et d'organiser ensuite l'armement, l'intendance et les services sanitaires dont elle aura besoin.

3° Développer l'activité la plus large en vue de faire connaître le mieux possible la question polonaise dans son ensemble aux Puissances et Nations de la coalition ainsi qu'aux Puissances neutres, et de leur définir le rôle que la Pologne est appelée à jouer dans l'organisation future de l'Europe, pour garantir contre la violence des Puissances agressives le droit de toute nation à son existence d'Etat, ainsi que l'autonomie intérieure des nationalités en minorité sur les territoires mixtes.

4° Renseigner avec précision et d'une manière suivie les Puissances et nations de la coalition sur l'état réel des choses en Pologne de manière à paralyser les intrigues allemandes tendant, sans restauration, à brouiller la Pologne avec les coalisés et combattre en même temps les influences d'origine russe qui, soit par malveillance, soit par manque d'orientation, tendent au même but.

5° Coordonner toutes les forces organisées de la population polonaise de ce côté-ci du front en vue de combattre sans trêve solidairement avec la Russie libre et la coalition. Les courants prétendus pacifistes, qui, en réalité, travaillent pour l'Allemagne au détriment tant de la Pologne que de la Russie; et contribuer à une paix durable basée sur la justice.

6° S'efforcer, le plus tôt possible, d'accord avec l'opinion du pays et les organes de la Pologne en Amérique et dans les pays d'Occident, d'obtenir qu'à l'occasion de la révision des propositions des traités liant les Puissances de la coalition le règlement de la question polonaise soit compris d'une manière précise et absolue, dans les buts de la guerre.

Après avoir voté les résolutions qu'on vient de lire, le Congrès politique polonais de Moscou a procédé à l'élection d'un *Conseil Polonais*, qui se compose de 75 membres.

C'est seulement le 23 août que ce Conseil Polonais a élu son Comité exécutif.

Le président du Conseil est M. *Stanislas Wojciechowski*, un des fondateurs du parti socialiste polonais, et de l'union des coopératives polonaises. Les vice-présidents sont MM. *Léon Lubinski* et *Stanislas Jezierski*.

Le conseil a créé quatre sections : militaire, affaires étrangères, affaires intérieures, finances. M. *Zdziechowski* et M. *Widomski* dirigent la section militaire ; le professeur *Grabski* et M. *Wielowiejski* celle des affaires étrangères, et les membres de la Douma, MM. *Gościcki* et *Harusiewicz* celle des affaires intérieures ; M. *Paul Górski* celle des finances. Les membres de ces quatre sections et dix autres membres constituent le comité exécutif du conseil polonais, dont le siège central est à Pétrograd.

En outre le conseil a prié MM. *Roman Dmowski*, *Erasm Piltz*, le comte *Maurice Zamoycki* et *Paderewski* de le représenter à l'étranger.

Le danger allemand en Pologne

J'approuve entièrement le Congrès polonais de Moscou, quand il dit que le Conseil d'Etat provisoire de Varsovie est indispensable pour tenir la Pologne en contact avec les Empires du Centre, mais que ce Conseil d'Etat ne saurait exprimer et diriger la volonté du pays, puisqu'il se trouve sous la domination fatale de l'Allemagne.

Dans ces conditions, le rôle du Conseil d'Etat devrait se borner à prendre toutes mesures conservatoires, utiles à la Pologne et au polonisme. La Pologne n'est pas libre, elle est enchaînée et les malheurs l'accablent. Le Conseil d'Etat provisoire aurait assez à faire pour panser les maux du pays sans prétendre encore se lancer dans « l'activisme » politique et militaire, où sa volonté ne manquera pas de se heurter à celle de l'Allemagne.

Dans ces conditions, je ne vois pas bien où veulent en venir MM. *Lempicki*, *Makowiecki*, *Ronikier* et M^{me} *Iza Moszczyńska* (une femme, s'il vous plaît !) quand ils prétendent lier les destinées de la Pologne à celles des Empires du Centre.

Je veux bien faire la supposition, pour un instant, que les Empires du Centre gagnent la guerre, que le militarisme prussien triomphe, que les démocraties occidentales soient écrasées en même temps que la Russie, les Etats-Unis et aussi le Japon ; je veux bien admettre qu'avec l'aide de *Studnicki*, de *Napierski* et de la *Nowa Reforma*, la sacro-sainte famille des Habsbourg et des Hohenzollern l'emporte une fois de plus sur la canaille républicaine ; que deviendrait la Pologne dans toute cette affaire ?

Oh ! alors, la Pologne triompherait ! Elle obtiendrait comme territoires : la Pologne russe, la Galicie, la Polesie, la Lithuanie, *i tak dalej*. Elle aurait l'honneur d'entrer dans la *Mittel-Europa* ; elle ferait corps avec l'Allemagne ; elle serait le rempart de l'Europe centrale contre la barbarie russe.

Tel est, dit-on, le rêve de la poignée « d'activistes » en chambre, qui s'agitent à Varsovie.

L'extension de la Pologne vers l'est est certainement la seule excuse que peuvent avoir ces « patriotes » égarés ; l'idée de ressaisir la Lithuanie peut seule expliquer l'abandon des provinces polonaises de Prusse à l'Allemagne.

Mais comme, à cet égard, nos « activistes » se trompent ! La presse allemande, dont la haine pour la Pologne se révèle périodiquement, s'est chargée de le leur dire maintes fois déjà.

L'Allemagne est décidée à s'annexer la Courlande, pays letton où les Allemands représentent à peine dix pour cent de la population, mais que l'appétit allemand n'a jamais cessé de réclamer comme terre allemande, depuis le temps des Porte-Glaives et des Teutoniques.

L'Allemagne, d'autre part, entend « protéger » les Lithuaniens, c'est-à-dire les habitants de la Samogitie (Kowno) et du gouvernement de Suwałki. Malgré que la partie sud du gouvernement de Suwałki soit polonaise, les Allemands ont détaché du royaume de Pologne, ce gouvernement tout entier pour l'unir à la Lithuanie nouvelle, opérant ainsi un nouveau partage de la Pologne, comme a fait le tsarisme en 1912, avec l'artificiel gouvernement de Chelm.

Nos « activistes » de Varsovie n'ont donc pas à compter sur la Lithuanie nouvelle ; ils n'auront pas Kowno et ils perdront Suwałki ; l'Allemagne en a besoin, ces territoires mènent à Riga et ils sont indispensables à la protection de la Prusse orientale.

Les ambitions activistes devront ainsi se contenter du gouvernement de Grodno et de la partie conquise de Wilno. Sidésorganisés que soient les Russes, il est douteux qu'ils permettent aux Allemands de poursuivre leurs conquêtes vers Mińsk et Połock, même pour offrir ces territoires aux « activistes » de Varsovie.

Quant à la Galicie, l'Autriche ne semble pas décidée encore à l'abandonner aux directives du *Czas* et de la *Nowa Reforma*. C'est seulement une Autriche vaincue qui se résignera à la réunion de la Galicie à la Pologne « unifiée et indépendante » telle que la réclament patriotiquement les soixante-dix députés polonais du Parlement de Vienne, qui ont autrement d'autorité ; il faut le reconnaître, que les grimauds du *Czas* et de la *Nowa Reforma*.

Au pis aller, l'Autriche lâchera peut-être un jour la Galicie de Cracovie, mais sa griffe restera sur la Galicie de Lemberg, et si elle doit perdre sa Pologne, l'Autriche sera toujours pour les Ruthènes contre les Polonais.

Mais nos « activistes », de Varsovie sont-ils bien assurés seulement de conserver l'intégralité du Royaume de Pologne, de ce Royaume du Congrès de 1815, auquel l'Allemagne vient d'enlever déjà le gouvernement de Suwałki ?

Les Pangermanistes ne cachent pas leurs ambitions sur Łódź et sur toute la région industrielle qui entoure cette ville. Les districts de Łódź, de Brzeziny, de Łask, de Piotrków et de Łęczyca comptent environ 1 400 000 habitants, parmi lesquels plus de 200 000 Allemands et autant d'Israélites parlant l'allemand.

Ce n'est pas sans raison que les Allemands appellent cette région *Neu-Deutschland*, et qu'ils se flattent depuis longtemps de l'annexer à leur *Vaterland*.

Pour rattacher plus sûrement cet îlot germanique à l'Allemagne, le gouvernement de Berlin, avec la complaisance ou même la complicité des autorités tsaristes, a lancé depuis quelques années des colonies germaniques le long de la vallée de la Warta et de son affluent le Ner. Aujourd'hui, avec une apparence de raison, Berlin peut réclamer le cours supérieur de cette Warta qui arrose Częstochowa, Sieradz, Konin en Pologne russe, mais qui arrose aussi les villes « allemandes » de Custrin, Landek et Posen et qui finit en terre allemande !

L'Allemagne victorieuse n'abandonnera pas ses « colonistes » nationaux. Loin de restituer à la Pologne la Posnanie et la Haute-Silésie qui comptent une majorité de deux tiers de Polonais ;

loin de lui rendre cette Pomerellie qui nomme quatre députés polonais au Reichstag et dont le port naturel est Dantzig, l'Allemagne victorieuse prétendra récompenser l'effort de ses colons en Pologne russe et les rattacher à la mère-patrie.

Dans les districts polonais de la frontière prussienne la colonisation a marché à pas de géant dans les années qui ont précédé la guerre. A Kalisz on compte déjà 10 % d'Allemands, à Stupca 15 %, à Konin 10 %, à Włocławek autant, à Nieszawa 11 %, à Gostynin 14 % ; la vallée de la Vistule jusqu'à Płock s'est largement ouverte à la colonisation allemande.

Au nord de ce fleuve, l'invasion est plus grande encore. Dans le district de Rypin 12 % d'Allemands déjà, dans celui de Lipno 19 % !

Il est temps que cette conquête « pacifique » prenne fin si l'on ne veut pas « justifier » l'annexion à l'Allemagne du gouvernement de Kalisz avec les deux tiers de celui de Piotrków, un tiers de Varsovie et la plus grande partie de Płock, *annexion réclamée par les Pangermanistes*.

Et l'on ne voit pas bien comment les activistes de Varsovie, et le Conseil d'Etat provisoire, et même la future armée polonaise de *Lempicki* pourraient préserver la Pologne du sort qui la menace.

La grande majorité des partis politiques à Varsovie, à Cracovie, à Lwów, et à Moscou comprend fort bien ce danger et cherche à l'éviter ! La crainte de l'Allemagne est pour eux le commencement de la sagesse.

GEORGES BIENAIMÉ.

De deux choses... la troisième

Nous comptons l'excellent écrivain qui signe les chroniques si goûtées de l'*Echo de Paris*, du pseudonyme de *Pertinax* parmi les mieux informés et les mieux inspirés dans tout ce qui concerne le grand problème de l'Est Européen. Ce problème, maquillé grossièrement par les Allemands comme celui de « Mitteleuropa », pivote surtout autour de la question polonaise. Cette question déjà si difficile à cause de sa triple complication russo-austro-allemande devient plus difficile par le rôle équivoque que joue l'Autriche dans le monde slave catholique. Aussi *Pertinax*, cite-t-il très à propos le célèbre évêque croate, M^{sr} *Strossmayer*, qui s'est toujours efforcé de séparer auprès du Saint-Siège la cause catholique de la cause autrichienne. Oui, en effet, il faut que la communauté catholique slave cesse enfin de rester sous la protection dangereuse de Vienne. Cela devient même urgent depuis que Vienne si catholique elle-même est sous la surveillance paternelle de Berlin si luthérien. Ce seul fait constitue, en lui-même, un argument puissant en faveur de la création définitive d'un grand foyer catholique slave. Et ce foyer ne peut être autre que la Pologne, qui compte environ trente millions de catholiques dont le désir le plus ardent est de ne rien avoir de commun avec l'entreprise Berlin-Vienne ?

Notre distingué confrère *Pertinax* conclut cependant à l'opportunité et même à l'urgence d'un concordat entre le Saint-Siège et la Russie. Nous n'avons rien contre un tel acte de sagesse — mais nous croyons qu'il n'apportera point la solution désirée dans la question des catholiques slaves, car, après la reconstitution d'une Pologne indépendante il ne restera que très peu de catholiques slaves en Russie.

Notre confrère parle avec une certaine amertume du rôle que jouent actuellement certains Polonais dans les questions confessionnelle et

nationale si étroitement liées l'une à l'autre : les pays slaves en général et en Pologne en particulier. Mais croit-il trouver un antidote contre l'activité d'un archevêque Szeptycki ou d'un ambassadeur Tarnowski en remplaçant la protection apostolique de Vienne par celle de Petrograd ? Il nous semble que la communauté des slaves catholiques qui compte de quarante à cinquante millions est en effet assez grande pour pouvoir se passer tout à fait de tutelle. La ligne directrice apostolique de cette communauté ne doit passer ni par Vienne ni par Petrograd — mais par Varsovie-Prague-Agram.

Et alors aucun archevêque uniaste ni ambassadeur polonais, tchèque, croate, ne voudra plus aller « travailler en Russie » pour.... Mais notre excellent confrère Pertinax est-il réellement si sûr qu'ils y travaillent pour l'Autriche-Hongrie, ou que c'est seulement la mauvaise organisation politique de l'Europe qui est la cause que tout profite... au roi de Prusse ! X...

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Le Président du Conseil d'Etat provisoire de Varsovie refuse de retirer sa démission.

M. Niemojowski, maréchal de la couronne (président du Conseil d'Etat provisoire), comme nous l'avons annoncé il y a une dizaine de jours, a donné sa démission. Le Conseil d'Etat résolu de ne pas l'accepter et délègue deux de ses membres à l'effet de persuader M. Niemojowski de revenir sur sa décision. Cette démarche n'ayant eu aucun succès, le Conseil d'Etat s'est déterminé à soumettre l'affaire à une Commission de trois membres.

En même temps les journaux de Cracovie nous apprennent que M. Kaczorowski, membre du Conseil d'Etat provisoire, où il représente l'« Union nationale ouvrière », a été sommé par ses mandants d'avoir à se retirer du Conseil d'Etat, car l'Union entre le camp de l'opposition au Conseil. M. Kaczorowski a déclaré qu'il restait au Conseil d'Etat et qu'il abandonnait l'« Union nationale ouvrière ».

— Les officiers et soldats de la Légion en Pologne demandent en masse à être licenciés.

Après l'invitation du Conseil d'Etat provisoire à prêter serment, invitation à laquelle ne répondirent — comme on sait — que de peu nombreux légionnaires, et surtout après l'arrestation et la déportation du général Pilsudski, une foule d'officiers et de soldats de la Légion résolurent de demander à leur commandement en chef de les libérer du service. L'ordre du jour suivant, publié le 12 août par le commandement en chef de la Légion, met en lumière la situation de ce corps de troupes :

« Il sera fait droit aux pétitions d'officiers demandant à quitter la Légion polonaise, pétitions qui affluent depuis quelques jours. Toutefois, vu que techniquement il serait impossible et dangereux pour les sections légionnaires de libérer en même temps tous ceux qui le demandent, cette libération durera un certain temps.

« Le commandement de la Légion polonaise ne licenciera donc les officiers que par fractions, dans la mesure du possible et selon qu'il le jugera bon. Les pétitions des soldats légionnaires seront examinées plus tard. »

— Information erronée touchant une conférence polonaise à Stockholm.

Le « *Fremdenblatt* » de Vienne signale, d'après un journal polonais, que l'on projette un Congrès des hommes d'Etat polonais à Stockholm, Congrès auquel prendraient part des Polonais d'Angleterre de France, de Suisse et, entre autres, M. Roman Dmowski, leader connu résidant à Londres. Cette nouvelle est dénuée de fondement. Ni M. Dmowski, ni aucun de ses collaborateurs sur le terrain de l'Entente ou dans les pays neutres ne se rendront à cette conférence qui, s'il faut en croire les détails que reproduit le « *Fremdenblatt* », sera plutôt une réunion de délégués du Conseil d'Etat provisoire et du Comité démocratique de Petrograd se solidarisant avec le Conseil d'Etat, Comité ne représentant — ainsi que l'a montré le Congrès des militaires polonais — qu'une très modeste minorité des Polonais actuellement en Russie.

Nous rappelons à nos abonnés que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la somme de 50 centimes.

Des Volontaires des troupes russes en France s'engagent dans l'armée Polonaise

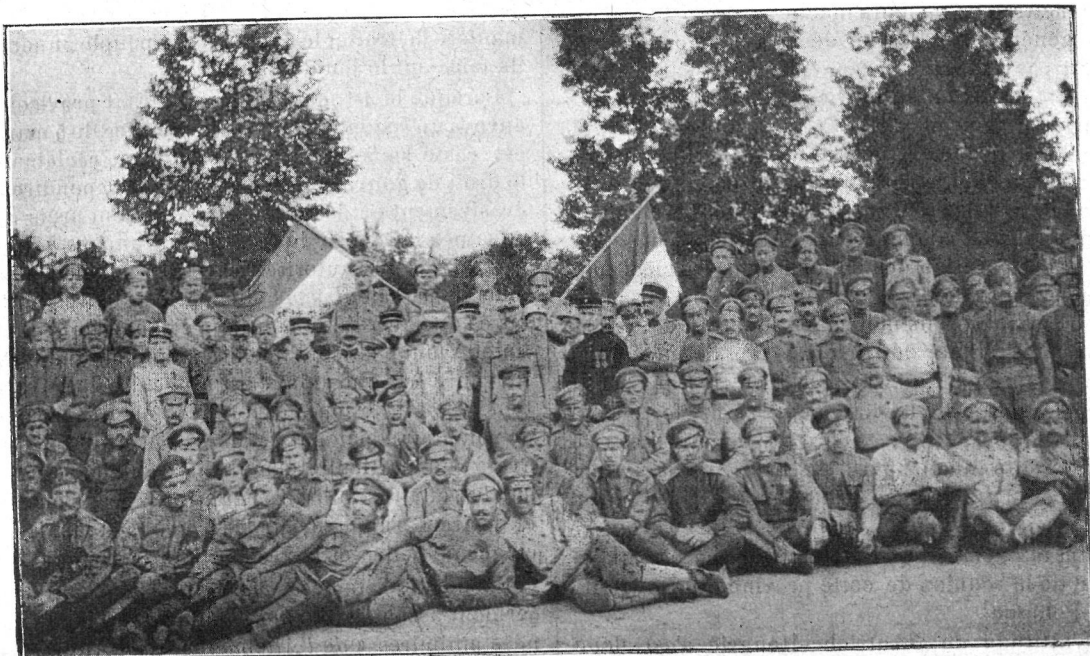
On sait que le gouvernement provisoire de Petrograd ne s'oppose pas en principe au passage dans l'armée polonaise de ceux des militaires d'origine polonaise faisant partie des brigades russes actuellement en France et qui désireraient continuer la campagne en combattant sous le drapeau national polonais. Un premier détachement de ces volontaires vient de traverser la France pour se rendre au camp des troupes polonaises.

Ce voyage a été l'occasion d'une série de manifestations sympathiques en faveur de la Pologne. Nos braves, bien que revêtus encore de l'uniforme russe, avaient la poitrine décorée d'un insigne aux couleurs nationales polonaises. Transportés dans des wagons pavés de dra-

mis fin à leur étonnement qui fit place à une émotion profonde. « Prenez-nous avec vous, s'écrièrent-ils, nous aussi, nous voulons combattre pour notre mère commune. »

L'officier eut toutes les peines du monde à leur faire comprendre que c'était impossible, que les lois internationales s'y opposaient, et c'est le regard plein de regrets de ne pouvoir le suivre qu'ils saluèrent au départ du train le drapeau de la patrie renaissante.

Émouvante dans sa simplicité, cette scène n'en est pas moins la reproduction d'une des pages les plus douloureuses du martyrologe de la Pologne. Des fils de la même patrie, les uns sous l'uniforme de l'opresseur d'hier et de l'ami d'aujourd'hui, les autres portant encore la tenue



Les premiers engagés volontaires des troupes russes en France à leur arrivée au dépôt des troupes polonaises. Au milieu, un groupe d'officiers polonais avec les drapeaux français et polonais qui ont flotté sur le train transportant les volontaires.

peaux français et polonais qui les emportaient vers le dépôt où se forment les premiers bataillons des chasseurs polonais, ils étaient une image vivante de l'œuvre de haute portée politique qui s'accomplit actuellement.

La reconstitution de la Pologne devient une réalité. Ceux de ses fils qui veulent lutter pour la cause commune et pour la libération de leur patrie combattront désormais sous le drapeau national. En saluant à son passage ce symbole de la renaissance de la Pologne, les populations françaises ont su rendre à cette noble idée l'hommage qui lui est dû.

Une scène tout particulièrement émouvante s'est déroulée dans une des villes du Centre qu'a traversée le détachement des volontaires polonais de l'armée russe.

Lorsque le train entra en gare, il se trouvait sur le débarcadère une vingtaine de Posnaniens, prisonniers de guerre, occupés à décharger des wagons. La vue de l'étendard national produisit sur ces hommes une profonde impression. Leur étonnement fut au comble lorsqu'ils virent apparaître aux fenêtres des wagons des soldats en tenue russe. Une brève explication de l'officier polonais conduisant le détachement eut bientôt

abhorrée de leur ennemi séculaire, la Prusse, se sont rencontrés en terre étrangère. Les uns et les autres, ils se sont unis pour un instant dans une étreinte fraternelle en saluant d'un élan enthousiaste l'étendard national.

Mais cette terre étrangère où ils se sont rencontrés, c'était le doux pays de France, le refuge des malheureux et des opprimés. Toujours fraîches, toujours vaillantes, les trois couleurs de France présidaient à cette scène, à la fois triste et émouvante. Et les plis du drapeau tricolore flottant fièrement en tête du train enveloppaient d'un geste large et plein de cette tendresse qui est le sublime apanage de la race française, ces malheureuses victimes de la tragédie séculaire que fut le partage de la Pologne. Ce drapeau semblait leur dire : « Séchez vos larmes, fils infortunés de la terre des Piast et des Jagellons. L'heure est proche où vous ne serez plus ni Russes, ni Allemands, ni Autrichiens. Vous redeviendrez Polonais, comme par le passé. Vous retournerez chez vous, dans le pays de vos ancêtres désormais libre et indépendant. Vous y vivrez tranquilles et heureux. C'est la France qui vous le dit ! »

Paul de Nic.

NOS BRAVES

Hotkowski Théophile, zouave de 2^e classe, volontaire polonais, a obtenu deux citations à l'ordre du 4^e Régiment de Marche de Zouaves :

Première citation : « Belle attitude au feu, notamment le 8 août 1916, au cours de l'attaque d'une tranchée ennemie qui a été conquise. » (Ordre n° 81, du 29 août 1916.)

Seconde citation : « Zouave brave et courageux ; s'est particulièrement distingué au cours de la période du 24 au 30 octobre 1916, sous V... où la position qu'il occupait était soumise à un

violent bombardement ; a contribué à repousser deux contre-attaques ennemies, où il a été blessé » (Ordre n° 96, du 13 novembre 1916.)

Paul Iwanciov, engagé volontaire pour la durée de la guerre, légionnaire de 2^e classe, M^{le} 44830, vient d'être cité à l'ordre du Régiment :

« Régiment de marche de la Légion étrangère, 3^e compagnie. Extrait de citation du 10 juillet 1917 à l'ordre du régiment n° 418.

« Iwanciov, Paul, Légionnaire de 2^e classe, M^{le} 44830. « Sur le front depuis le début de la guerre ; s'est vaillamment comporté dans la Somme (1916), puis en Champagne (avril 1917). »

JOSEPH PIŁSUDZKI

ET SES LÉGIONS POLONAISES

IV

Le Conseil d'Etat provisoire s'est placé dès la première heure sur le terrain du postulat suivant : les Légions polonaises créées en Galicie au commencement de la guerre devront constituer les cadres de la future armée polonaise. Les Allemands acceptèrent, bien que jusqu'ici l'accord à ce sujet ne put être établi entre Vienne et Berlin. On en était arrivé à vouloir exclure les légionnaires galiciens de ces cadres. Mais le Conseil d'Etat, en présence de cette éventualité, vota une résolution aux termes de laquelle, s'il devait en être ainsi, « le Conseil d'Etat perdrait sa raison d'être » et « en ce cas ses membres se démettraient de leurs fonctions ». C'est alors que le général von Beseler déclara « qu'on n'en serait pas réduit à cette extrémité, car l'affaire serait réglée en entière conformité avec les désirs du Conseil d'Etat ». Le jour suivant, le 28 mars dernier, à la séance de la Commission exécutive du Conseil d'Etat, le commissaire du gouvernement allemand, comte von Lerchenfeld, annonça que « l'empereur d'Autriche consentait à l'incorporation des légions dans l'armée polonaise », mais que néanmoins « l'empereur Charles se réservait en même temps le droit de retirer tous les sujets autrichiens de l'armée polonaise après la guerre, ou bien lorsque cette armée serait numériquement assez forte pour qu'il ne soit plus nécessaire d'y retenir les ressortissants autrichiens ». En d'autres termes l'empereur d'Autriche annonçait au Conseil d'Etat qu'il était bien décidé de garder la Galicie après la guerre et qu'il ne pouvait pas être question de la réunion de cette province au Royaume de Pologne.

L'attitude de l'Autriche-Hongrie s'est donc singulièrement modifiée. Il n'était plus question de reconstituer le Royaume des Jagellons sous le sceptre des Habsbourg, et c'était une nouvelle désillusion pour Piłsudski. Il comprit que l'Autriche fera avec l'Allemagne cause commune jusqu'au bout. De l'autre côté, en homme de métier, Piłsudski se rendait parfaitement compte que trois brigades décimées des Légions polonaises sont absolument incapables pour fournir les cadres d'une armée comptant au moins 15 divisions avec leurs bataillons de réserve.

Aussi Piłsudski décida de s'opposer à la constitution d'une armée polonaise selon le projet allemand. Cette armée devait être nécessairement commandée par des officiers allemands, et elle pourrait, le cas échéant, être employée par l'Etat-major allemand à remplir les vides dans les régiments prussiens.

**

Vint la Révolution russe.

Révolutionnaire et socialiste lui-même, Piłsudski ne pouvait que sympathiser avec le mouvement libertaire russe. Un peuple qui se soulève contre ses oppresseurs et ses tyrans sera toujours sympathique aux Polonais, même s'il est leur adversaire. Voici que la nouvelle Russie est née, et le gouvernement provisoire est plein de bonnes intentions. Le 30 mars il proclame l'indépendance de la Pologne. Les Légions polonaises créées par Piłsudski contre la Russie tsariste, n'ont plus à lutter avec une armée russe révolutionnaire.

La proclamation russe aux Polonais a fait à Varsovie une impression énorme. L'opinion publique a su apprécier l'immense portée de cet acte historique. Bien que le passage imprécis concernant « l'alliance militaire libre » de la fu-

ture Pologne « unie avec la Russie » éveillât une certaine appréhension, tout le monde remarqua la position décidée prise par le gouvernement russe relativement au principe de l'indépendance et de l'unification de la Pologne entière. Piłsudski voulait toujours une armée polonaise, mais une armée dont les baïonnettes inspireront le respect aux Allemands et aux Autrichiens, une armée nationale dispensée de toute obligation envers les occupants, enfin une armée sur laquelle s'appuiera l'autorité et la puissance de l'Etat polonais naissant.

Sur ces entrefaites est parvenue à Varsovie la nouvelle de la cession par l'Autriche des Légions galiciennes en faveur de l'armée polonaise à constituer. Mais les Légions avaient été mises à la disposition du général von Beseler et non du Conseil d'Etat provisoire. Ainsi les Allemands commettaient une erreur nouvelle. Par leur rudesse, leur manque total de courtoisie et leur manière de traiter les Polonais en peuple ennemi, ils faisaient le jeu de Piłsudski.

Lorsque le 1^{er} mai le Conseil d'Etat provisoire envoya un second mémoire (le premier, du 5 mars, est resté sans réponse) à Berlin, en réclamant le droit de gouverner, les Allemands répondirent évasivement en déclarant qu'ils étaient prêts « à effectuer la remise de certaines branches administratives aux autorités centrales polonaises », mais ils passaient sous silence les affaires militaires et celles de la politique étrangère. Si Berlin et Vienne se sont décidés à donner une telle tournure à la question, c'est à la suite de l'avortement total de leurs espérances en une armée de volontaires polonais. Mais le Conseil d'Etat, qui avait tout particulièrement insisté dans sa note sur les affaires militaires et étrangères, s'entêta et désirant s'appuyer sur les Légions polonaises, exigea de celles-ci la prestation de serment.

Piłsudski s'y opposa, parce que la formule de serment associait la cause polonaise aux destinées militaires « de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de leurs alliés » et ne correspondait aucunement à l'opinion de la grande majorité de la nation polonaise. D'ailleurs le Conseil d'Etat lui-même, dans l'appel adressé aux légionnaires pour les engager à prêter serment, avait passé sous silence le passage cité plus haut, en remarquant uniquement que le serment serait fait « à la Patrie, au royaume de Pologne et au futur roi ». Par ce seul fait, le Conseil d'Etat témoignait lui-même que l'opinion polonaise ne saurait admettre l'idée d'une fraternité d'armes avec la coalition germanique.

L'opposition de Piłsudski n'eut aucun résultat parce qu'il fut mis en minorité. Alors pour agir librement il donna sa démission. « Je suis entré au Conseil d'Etat — dit-il à ses collègues — pour collaborer avec vous à la création d'une armée polonaise. Aujourd'hui je ne vois aucun moyen pour réaliser ce projet. En même temps je prie M. le maréchal de la couronne de supprimer ma paye de 1.200 marks. » Puis, aidé par le lieutenant-colonel Sosnkowski et M. Kasprzycki, il se livra à une active propagande contre la prestation de serment. En définitive le serment a été refusé par l'immense majorité des légionnaires. Von Beseler a fait alors arrêter les légionnaires réfractaires au serment et les a fait interner au camp de repréailles de Szczypiorna, sur la frontière ouest du Royaume. Enfin le brigadier Piłsudski a été aussi arrêté par les autorités allemandes. On l'interna quelque part en Allemagne.

**

L'homme dont nous avons raconté l'histoire et décrit l'œuvre le plus impartialement possible, est un grand caractère, dans toute l'étendue de ce mot. Lorsque le cours des années aura éteint les querelles passionnées des partis et que

le mirage du temps présent se sera dissipé devant une appréciation plus haute et plus impartiale de l'œuvre de Piłsudski, cet homme prendra place dans l'histoire. Véritable héros, il aura lutté contre deux ennemis implacables de l'irrédentisme polonais : le tsarisme qui a déjà vécu, et le pangermanisme qu'il faudra abattre encore. Certes, Piłsudski, comme tout mortel, a commis des erreurs, des fautes de jugement, mais son œuvre fut toujours imbue du même idéal national et patriotique. Piłsudski voulait réveiller l'énergie assoupie de ses compatriotes, il voulait les voir conscients de leur propre force.

Si, malgré toutes ces qualités, on aperçoit dans la vie de Piłsudski quelques actes que semble réprouver la science politique ; si son habileté diplomatique n'est pas toujours à la hauteur de sa tâche, l'explication de cette infériorité apparente doit être cherchée dans la cruelle difficulté des circonstances, dans les passions irritées par une longue oppression, et enfin dans la situation tragique dans laquelle se trouvait et se trouve encore notre nation.

(FIN)

CASIMIR SMOGORZEWSKI.

Une interview de M^{gr} Szeptycki

L'envoyé du « Journal de Genève » a pu interviewer Mgr Szeptycki, archevêque uniate de Léopol, qui séjourne depuis une semaine à Fribourg en Suisse.

Le prélat, écrit le « Journal de Genève », est un homme de six pieds de haut, taillé en hercule, à la barbe blonde, et qui parle français non seulement avec facilité, mais encore avec élégance. Son regard reflète à la fois l'intelligence et la franchise; bref, on peut dire, sans être suspect de flatterie, que c'est une personnalité éminemment sympathique. On connaît l'odyssée de Mgr Szeptycki, qui a été récemment libéré par le nouveau régime russe; le prélat effleure à peine le sujet de sa captivité.

« J'attribue ma libération, nous dit-il, à l'intercession du pape et à la libéralité du nouveau régime.

« Je suis venu en Suisse, poursuit-il, par Péterograd, Stockholm et l'Allemagne, mais sans passer par Berlin ni par l'Autriche, où je n'avais que faire, ne m'occupant pas de politique. Il est vrai que l'on m'a attribué des visées de ce genre, mais c'est tout à fait par erreur, la politique n'est pas mon fait, et je suis indépendant de tout sentiment de chauvinisme. Le fait que, descendant d'une souche ruthène polonaise, je suis retourné au rite et à la nationalité de mes aïeux, n'est certes pas une preuve de chauvinisme.

« Ceux qui prétendent que je suis un ennemi de la Russie confondent sans doute ce pays avec le régime Bobrynsky-Euloge, qui a été désavoué par la Douma et par la Révolution russe, et oublient que nombre de mes fidèles et plusieurs prêtres en Russie qui me sont attachés, sont de nationalité russe.

« Le problème de la paix n'appartient pas non plus à ma sphère d'activité. Non, ajoute-t-il avec force, je me place au-dessus de toutes les questions politiques pour ne m'occuper que du projet qui me tient à cœur : le rapprochement entre l'Eglise d'Occident et l'Eglise d'Orient. »

Mgr Szeptycki nous rappelle ce qu'est l'Eglise uniate.

« Nous sommes à la fois orthodoxes, c'est-à-dire orientaux et catholiques, dit-il, et nous avons des traditions, de bons arguments d'ordre dogmatique et canonique pour être à la fois l'un et l'autre. Par le rite, par l'organisation du clergé,

séculier et régulier, par toutes les pratiques du culte, nous nous rattachons à l'orthodoxie; mais nous reconnaissons la suprématie du pape et tous les dogmes catholiques.

« Autrefois, notre Eglise groupait non seulement ses fidèles actuels, mais encore les Ukrainiens et les Ruthènes blancs qui peuplent tout le sud de la Lithuanie. Le tsarisme nous persécuta et supprima officiellement notre Eglise à la fin du dix-huitième siècle en Ukraine et en 1838 chez les Ruthènes blancs et en Volhynie. Aujourd'hui, nous avons huit évêchés, dont trois en Galicie, trois en Hongrie et deux en Amérique; toutefois le souvenir de l'Eglise uniate est resté vif et profond dans les régions qu'elle occupait autrefois et elle jouit aujourd'hui de la faveur qui s'attache à toutes les forces précédemment opprimées; c'est pourquoi la révolution russe actuelle, sans nous être à proprement parler sympathique, ne manifeste pas d'hostilité à notre égard. Néanmoins, la tâche que je crois de mon devoir d'accomplir sans avoir reçu de mission de quiconque, n'est pas limitée au problème religieux chez les Ukrainiens et les Ruthènes blancs, elle s'inspire d'une idée largement réconciliatrice de toutes les confessions chrétiennes de l'univers, et, particulièrement en ce qui me concerne, du rapprochement entre l'Eglise catholique romaine et l'Eglise orthodoxe ou les Orthodoxes.

« Les détails que je viens de vous donner sur l'Eglise uniate ont pu vous montrer que tenant à la fois de l'une et de l'autre, elle est particulièrement bien placée pour être l'artisan de cette réconciliation.

« Ce n'est un mystère pour personne que l'Eglise orthodoxe traverse actuellement une grave crise, que ses prêtres et ses fidèles sont les premiers à constater en cherchant un remède. Le clergé orthodoxe n'est pas hostile à l'Eglise uniate. Les obstacles que nous rencontrons de ce côté proviennent uniquement des souvenirs du tsarisme; aussi ai-je bon espoir que l'Eglise uniate, toute petite et pauvre qu'elle est, pourra servir de ferment à l'Eglise orthodoxe, et aider cette dernière à surmonter la crise dans laquelle elle se débat. C'est pour cet objet que je désire me rendre à Rome, si aucune difficulté ne s'y oppose et j'espère que les Eglises chrétiennes donneront le bon exemple de la réconciliation des peuples. »

C'est sur ces paroles reconfortantes que nous prenons congé de l'archevêque de Léopol.

LE FIASCO ALLEMAND EN POLOGNE

La politique allemande en Pologne commence à être largement discutée dans les journaux allemands qui admettent désormais sans hésitation l'échec subi par leur gouvernement.

La presse conservatrice poursuit sa campagne antipolonaise. La politique des empires qui ont créé une Pologne indépendante leur semble de plus en plus dangereuse : elle risque d'entraver et même de faire reculer la germanisation de la Pologne prussienne. La *Tägliche Rundschau*, entre autres, met en cause l'ancien chancelier :

« Peut-être, dit ce journal, M. de Bethmann-Hollweg voulait-il éviter une rupture avec les Polonais, mais il est allé trop loin et, pour obtenir une trêve temporaire, il a compromis tout l'avenir. Une conciliation avec les Polonais est impossible; ils veulent la réunion de tous les territoires polonais, y compris les provinces polonaises qui appartiennent à l'Allemagne; l'Allemagne, au contraire, doit à tout prix conserver ces provinces. Le contraste est trop profond. L'erreur de M. de Bethmann-Hollweg a été de vouloir la reconstitution du royaume de Pologne, ce qui a fait surgir chez les Polonais de Prusse le désir de voir rétablies les anciennes frontières.

« Les Polonais ont déjà fait un grand pas vers

la réalisation de leur plan. Avec la création d'un Etat polonais, on a créé un fort irrédentisme parmi la population polonaise de la Prusse. Ce beau résultat est précisément l'œuvre d'un chancelier allemand qui, avec une légèreté déplorable, s'est précipité dans une aventure dont il n'est pas facile de prévoir les conséquences. Si le gouvernement allemand croyait impossible d'éviter la formation d'un Etat polonais, il devait au moins lui demander la renonciation explicite aux provinces polonaises de l'Allemagne. Maintenant nous aurons à nos frontières un voisin inquiet, qui nous donnera mille embarras. »

Le journal conservateur conclut :

« Si nous comparons la situation sur le front oriental d'avant la guerre et la situation actuelle, nous pouvons dire que M. de Bethmann-Hollweg a transformé les victoires de Hindenburg en une défaite. Par la question polonaise, nous sommes aujourd'hui les vaincus. »

A leur tour les *Leipziger Neueste Nachrichten*, qui expriment parfois la pensée du kronprinz, écrivent :

« Toute la politique allemande en Pologne a échoué et s'est bruyamment écroulée. Aujourd'hui nous en sommes au point de devoir interner les légionnaires polonais et expulser des universités des milliers d'étudiants pour rétablir l'ordre dans des provinces sur la fidélité desquelles notre gouvernement faisait un fond absolu.

« Aujourd'hui, la Pologne est un chaos. La conduite des Polonais est étourdissante : en plein Conseil d'Etat, c'est-à-dire en présence des autorités allemandes, un orateur s'est permis de dire que le brigandage n'existe plus, mais qu'il a été remplacé par le gouvernement de Berlin, par un système inique de réquisitions qui surpasse toutes les anciennes vexations. Telle est la reconnaissance des Polonais envers leurs libérateurs. En présence de tout cela, nous demandons si le gouvernement allemand croit opportun de continuer sa politique. »

Le journal conclut :

« Il faut une politique forte vis-à-vis des Polonais et si les Polonais refusent de négocier, tant pis : nous resterons dans leur maison. »

Le correspondant spécial du « Temps » envoie sur le même sujet des détails intéressants à la date du 23 août :

« Voilà une semaine que le comte Czernin est rentré à Vienne et on ne sait pas encore quelles décisions ont été prises dans les entretiens qu'il a eus avec le chancelier Michaelis. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* a imprimé les phrases d'usage sur le plein accord qui règne entre les deux hommes d'Etat. Mais la presse, tant à Vienne qu'à Berlin, a observé un mutisme complet : rien n'a été dit ni sur l'objet des délibérations ni sur leurs résultats. Il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour supposer que M. Michaelis et le comte Czernin se sont entretenus particulièrement de la question polonaise. Avant de partir pour Berlin, le comte Czernin avait eu une longue conférence avec les chefs du club parlementaire polonais : on avait parlé de la situation dans le royaume de Pologne, de la politique qu'y suit le gouvernement autrichien, de l'arrestation de Pilsudski. A plusieurs reprises le comte Czernin déclara vouloir réserver son opinion jusqu'après l'entrevue avec le chancelier allemand. Il promit de convoquer à nouveau le bureau du club dans la seconde quinzaine d'août. On n'a pas encore annoncé que cette entrevue ait eu lieu. Serait-ce que le comte Czernin n'a aucune communication agréable à faire aux représentants de Galicie ?

Il est hors de doute que la situation en Pologne devient chaque jour plus critique. L'arrestation de Pilsudski a mis le feu aux poudres. Depuis, l'agitation est allée se développant, et elle a pris parfois des formes inquiétantes. A Cracovie comme à Varsovie, à Lublin comme à Łódź, les esprits s'exaspèrent. Il y a quinze jours on annonçait que Pilsudski était toujours interné, et les légionnaires qui ont refusé de prêter le serment élaboré par le Conseil d'Etat sont toujours retenus dans les camps, où ils vivent misérablement d'une ration quotidienne de soixante grammes de pain et quarante grammes de pommes de terre. Le Conseil d'Etat, sans autorité aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, apparaît de moins en moins qualifié pour reprendre en main la cause polonaise : sur vingt-cinq membres qu'il comptait naguère, huit se sont déjà retirés et le président lui-même, le maréchal de la couronne Niemojowski, a offert sa démission. Les partisans à tout prix de l'entente avec les puissances centrales ont voulu

tenter un dernier effort pour reconstituer, d'accord avec les autorités de l'occupation, un gouvernement affectif, ayant des pouvoirs réels et non une vaine apparence d'autorité : ils semblent ne pas voir qu'un gouvernement nommé sous le contrôle des armées allemandes ne jouira pas d'un plus grand prestige que ce Conseil d'Etat choisi par l'Allemagne et l'Autriche. Les négociations ont eu lieu à Varsovie fin juillet; on assure qu'elles ont abouti à un accord, qu'il n'y aurait pas entre les parties divergences de vues radicales et que le 15 septembre pourra se constituer un ministère polonais avec un conseil de régence de trois membres, à défaut d'un régent. Comme preuve de bonne volonté, les Allemands remettront le 1^{er} septembre entre les mains du Conseil d'Etat l'administration de la justice; mais la question scolaire a provoqué des difficultés qui n'ont pu être aplanies. Les Allemands exigent que les écoles allemandes de Pologne relèvent de Berlin et non de Varsovie; les Polonais refusent d'admettre cette prétention : il est douteux que Berlin cède. Une grande mauvaise humeur, provoquée en Allemagne par ce que l'on appelle « l'ingratitude polonaise », s'exprime chaque jour avec une force nouvelle. En vain les journaux catholiques prêchent la modération. De toutes parts on dénonce le fiasco de la politique polonaise de l'ex-chancelier Bethmann, et si quelques-uns accusent le gouvernement allemand lui-même de cet échec, c'est aux Polonais que s'en prend le plus grand nombre. A grands cris, on réclame des mesures énergiques; on murmure que le gouverneur militaire von Beseler, est trop faible, et c'est von Kries, chef de l'administration civile en Pologne, qui, par un étrange renversement des rôles, se montre partisan de la manière forte. De Kries ou de Beseler, qui l'emportera? Plusieurs journaux laissent entendre que M. Michaelis est décidé à inaugurer une politique plus énergique.

Est-ce à Vienne que la Pologne trouvera des défenseurs? Il y a quelques mois encore, ce n'aurait pas été douteux; aujourd'hui, la situation est différente : l'attitude prise par les Polonais de Galicie dans les questions de politique intérieure a fait de nombreux mécontents; on leur reproche leur aveuglement. D'autre part, la monarchie, délivrée de l'invasion russe par la puissance des armes allemandes, n'est guère en situation de tenir tête à Berlin. Il est assez difficile, dans ces conditions, de prévoir quelle décision prendront les puissances centrales. Il est certain qu'elles ne feront pas droit aux revendications polonaises essentielles. Moins que jamais, l'Allemagne accepterait de céder des territoires prussiens. Enfin, même parmi les libéraux, beaucoup en Allemagne s'inquiètent des conséquences de la création d'un Etat tampon; ils y voient une menace pour la sécurité future de l'Empire. Les Polonais favorables aux puissances centrales se montrent de plus en plus embarrassés. Les agents de Berlin et de Vienne assurent les représentants des journaux allemands de leurs bonnes dispositions; ils insistent pour que l'Allemagne consente à la création d'une armée polonaise, promettant que cette armée combattra contre la Russie. C'est ce que le comte Ronikier vient encore de déclarer à un rédacteur de la *Gazette populaire de Cologne*; mais au fond, ils sentent bien que la Pologne leur échappe. Ils multiplient les efforts auprès des Polonais de Russie afin d'obtenir leur appui qui leur donnerait, à Varsovie, un prestige nouveau. Leurs efforts resteront vains. La politique inaugurée par l'acte du 5 novembre a échoué. Le peuple polonais le sait et ceux d'entre les Polonais qui s'en sont fait, les instruments ont perdu à jamais leur prestige à ses yeux.

M. J.

BULLETIN

© Les prisonniers de guerre polonais — sujets alliés en Russie.

On mande de Petrograd à l'Agence des Balkans que le gouvernement provisoire vient d'ordonner de lever toutes les restrictions apportées jusqu'ici à l'exercice des droits personnels et de propriété des Polonais faits prisonniers dans les combats contre les Autrichiens et les Allemands, et

qui étaient jusqu'ici traités comme sujets ennemis. Dorénavant, tous les Polonais prisonniers de guerre seront traités comme le sont les ressortissants des pays alliés.

© L'art français à Varsovie.

A Varsovie, malgré l'occupation allemande, on ne cesse de cultiver les arts et les lettres français. Dans les journaux qui nous parviennent de Pologne, nous trouvons aux répertoires des théâtres un bon nombre de pièces jouées et applaudies à Paris. Mais, ce qui est plus intéressant encore, c'est que l'on vient de traduire à nouveau, et de publier, les deux chefs-d'œuvre de Beaumarchais : « *Le Mariage de Figaro* » et « *Le Barbier de Séville* ».

Cette nouvelle édition, beaucoup plus savante que les anciennes, et reproduisant les célèbres préfaces de Beaumarchais, annotées et commentées, est due à M. Żeleński-Boy.

Tout en étant employé d'une administration polonaise, et poète de très grand talent, depuis de longues années M. Boy — tel est son pseudonyme littéraire — consacre ses loisirs à traduire certains classiques français. Entre autres, il a déjà publié une édition polonaise des *Œuvres complètes* de Molière, où il a su merveilleusement rendre toutes les nuances de l'original, les *Contes Drôlatiques* de Balzac, avec toute leur saveur, et les *Dames Galantes* de Brantôme, ces dernières en une édition de luxe à tirage très restreint. Il doit certainement travailler à préparer une édition polonaise, qui n'existe encore pas, des *Chroniques Mirifiques* de l'illustre Gargantua et de son fils Pantagruel.

© Le comte Czernin et les Polonais.

A la suite des démonstrations populaires qui ont eu lieu à Cracovie, pour protester contre le régime actuellement imposé à la Pologne et particulièrement contre l'arrestation de Piłsudski, par les Allemands, les membres du Club parlementaire polonais ont conféré avec le comte Czernin à Vienne. La *Nouvelle Gazette de Zurich* annonce que cet entretien n'a apporté aucune satisfaction aux Polonais et qu'une nouvelle entrevue aura lieu dans la seconde quinzaine d'août.

Le gouvernement autrichien repousse la revendication essentielle des Polonais, c'est-à-dire la nomination d'un gouverneur civil en Galicie.

© Les Juifs en Pologne.

Les relations entre les Juifs et les Polonais commencent à préoccuper l'opinion publique en Allemagne, écrit « *La Renaissance du Peuple Juif* », du 15 juillet dernier. C'est ainsi que le *Berliner Tageblatt* a publié toute une série d'articles consacrés à ce sujet. Il s'agit surtout de la question scolaire, les Juifs exigeant l'hébreu ou le yidish comme langue d'enseignement, et le samedi comme jour férié. Les Juifs allemands, eux aussi, prennent beaucoup d'intérêt à ce problème.

Le quotidien *Heint*, de Varsovie, qui est à l'avant-garde du mouvement « ydichiste » en Pologne, a publié, dans son numéro du 16 avril, une correspondance échangée entre M. Paul Nathan, du *Hilfsverein*, et l'éminent homme politique, le comte Ronikier.

M. Nathan se place sur le terrain de la tolérance religieuse. « L'égalité politique, dit-il, ne portera ses fruits qu'à la condition que le gouvernement polonais ne suscite aux Juifs aucune difficulté dans la question de l'observance de leurs coutumes traditionnelles. »

Parmi ces coutumes religieuses il compte au premier lieu l'observance du samedi, et il demande pour les Juifs l'autorisation de tenir leurs boutiques ouvertes le dimanche pendant quelques heures. Dans le cas contraire, il prévoit pour les Juifs une crise économique qui, « dans certains endroits menace de prendre l'importance d'une véritable catastrophe ».

M. Nathan s'arrête longuement sur la question scolaire en Pologne. Il croit qu'en dehors de l'histoire et la géographie qui doivent être enseignées en polonais, le gouvernement polonais fera bien d'autoriser aux communautés juives d'employer l'hébreu ou le yidish comme langue d'enseignement.

Le comte Ronikier, dans sa réponse, se rallie, point par point, aux opinions de M. Paul Nathan.

LIVRES NOUVEAUX

Poland, past and present, a historical study by J. H. Harley (M. A.), with a preface by *Ladislav Mickiewicz* (London, George Allen & Unwin Ltd).

A la liste déjà assez volumineuse des publications consacrées à notre pays en Angleterre, vient de s'ajouter l'intéressant et consciencieux travail de M. Harley, fait pour faciliter au public britannique l'orientation dans la situation actuelle de la Pologne. L'auteur ne s'y borne pas en effet à résumer les faits les plus saillants de notre passé historique, et assigne une large place à l'évolution de toutes les formes de notre vie nationale depuis les partages. L'importance des résultats obtenus en Pologne au cours du dernier siècle dans tous les domaines de l'effort collectif, malgré les lois d'exception qui paralysaient le libre essor des énergies actives, est le témoignage le plus probant de l'indestructible vitalité de la nation polonaise. Aussi, le livre de M. Harley, qui s'est initié à ces résultats et en montre aux lecteurs anglais toute l'étendue, certes à plus d'un égard imprévue pour eux, contient-il sur notre pays des appréciations aussi sympathiques que judicieuses.

Polens Ekonomiska Krafter (*Les forces économiques de la Pologne*), några vitkiga anmärkningar rörande det ekonomiska livet i hela Polen omedelbart före kriget, par *Joseph Mokrzyński*

A Stockholm vient de paraître un livre intéressant en suédois sur « *Les forces économiques de la Pologne* ». Cet ouvrage très documenté et d'une grande érudition, a pour but de faire connaître à nos amis scandinaves toutes les richesses économiques de la Pologne et son grand avenir au point de vue agricole et industriel. Six cartes illustrent l'ouvrage. M. Karl T. Setander, professeur de l'Université de Stockholm, a écrit une préface pour le livre de M. Mokrzyński.

Poland as a geographical entity, by W. Nałkowski, with a preface by James Fairgrieve (London, George Allen & Unwin Ltd).

C'est la traduction d'une brochure de M. Venceslas Nałkowski, géographe polonais bien connu, qui a paru pour la première fois à Varsovie en 1912 sous le titre : « *Les terres historiques de la Pologne et l'unité géographique* ». M. Nałkowski émet dans cet ouvrage l'opinion que dans son développement historique la Pologne a obéi, inconsciemment peut-être, à une loi qui pousse chaque peuple à s'assurer les frontières naturelles

REVUE DE LA PRESSE

« *L'Homme Enchaîné* » du 22 août publie un chaleureux article de tête, intitulé « *La Pologne* », de son rédacteur en chef, M. Georges Clemenceau. Nous en extrayons les passages essentiels :

« Et la Pologne, toujours, ne voulait pas mourir. Le gouvernement français a confié au général Archinard l'organisation d'une légion polonaise, en vue de concourir à la formation éventuelle d'une armée nationale avec les détachements qui pourront venir des pays alliés. Les Polonais peuvent ainsi déjà se rassembler autour de leur drapeau, et prendre part, en quelque mesure que ce soit, à la grande guerre des peuples libres contre les hordes de proie. On peut dire que la Pologne, si digne de vivre, est morte pour n'avoir pas su se donner un gouvernement. Elle va revivre, enfin, parce que la cause du droit, si effroyablement outragée, en sa personne, par les partages de 1772, a fini par devenir celle des plus grandes nations de la terre, et que l'espèce humaine s'est enfin haussée au sentiment d'une dignité de l'homme civilisé qui ne lui permet pas d'accepter plus longtemps un régime de domination pour les uns et de servitude pour les autres, fondé sur l'unique privilège d'une supériorité de barbarie. »

« Lors donc que le congrès polonais de Moscou, où siègent les délégués de toutes les grandes organisations polonaises, adresse à M. Ribot, par l'organe de leur Président, M. Stanislas Jezierski, un télégramme pour annoncer que tous les représentants de la malheureuse nation démembrement mêlent, dans leurs acclamations, l'appel aux volontés d'indépendance qui vont leur rendre un foyer national et l'hommage aux soldats français dont le sang coule pour leur France en même temps que pour le juste droit de toutes les patries, la grande voix de la Pologne retentit une fois de plus dans la profondeur de nos âmes. Il n'est pas un de nous dont le cœur ne s'émeuve aux souvenirs familiers des glorieuses misères qui amenèrent parmi nous tant de nobles débris de révoltes vaines, comme pour animer les plus hautes espérances françaises au spec-

taclé du sort qui serait le nôtre si la puissance de notre verbe ne se consolidait dans l'âpre pratique des vertus de sacrifices hors desquelles un peuple peut conquérir des splendeurs d'apparences — non la sécurité. »

« M. Ribot, qui excelle aux paroles, a fait, avec une belle simplicité, la réponse que pouvait attendre du gouvernement de la France l'invocation d'un peuple qui se trouva plus grand dans le malheur que dans les vaines turbulences d'un mensonge de prospérité. »

Le « *Bulletin Polonais* », publié par les soins de l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Polonaise, est toujours intéressant. Dans son dernier numéro du 15 août nous trouvons une pièce de vers intitulée « *Les Patries Captives* », écrite en 1899, dédiée aux Membres de la Conférence de La Haye et parue dans le « *Bulletin* » du 15 juin même année. Comme ce poème est aujourd'hui d'une actualité frappante, la rédaction du « *Bulletin* » a jugé bon de le reproduire et nous ne pouvons que l'en féliciter. Le poème en question est un petit chef-d'œuvre d'une grande sincérité et d'une très haute inspiration patriotique. Le poète — qui signe d'un pseudonyme S. E. — affirme la résolution inébranlable de la Pologne de recouvrer son indépendance et jette à la face des oppresseurs de sa Patrie cette menace qui est une prophétie :

« Empires orgueilleux, fiers de votre prestige,
« Hâtez-vous d'en jouir, car vos jours sont comptés.
« Empereurs insensés, déjà pris de vertige,
« Par le souffle du vent vous serez emportés.
« Pour bâtir vos Etats, monstrueux édifices,
« Vous prenez des lambeaux de peuples, blocs vivants,
« Et vous les entassez : puis le sang des supplices
« Est le ciment qui doit lier ces murs mouvants. »

Et plus loin :

« La guerre ! Ce n'est plus l'amusante tuerie
« Qui charmait les loisirs des hommes d'autrefois.
« Ce serait à présent l'immense boucherie,
« Où s'entr'égorgeraient vingt peuples à la fois.
« Même les empereurs reculent ; ils hésitent
« A déchaîner le monstre homicide ; ils ont peur !
« Peur, que tous leurs sujets sur eux se précipitent,
« Se réveillant enfin de leur longue torpeur. »

On serait tenté de croire que ces vers ont été écrits hier, tellement l'analogie entre les temps que nous vivons et la vision du poète est frappante. Mais ce qui constitue la véritable valeur de ce poème, c'est, à notre avis, son accent de ferme croyance dans l'avenir, c'est l'absence de ce pessimisme déchirant qui au lieu de réconfort apporte le désespoir.

Lisez plutôt la fin :

« Oh ! non ! Ce qui s'écroule en ces jours formidables,
« C'est ce qui ne tenait debout qu'avec effort !
« Les mourants meurent ; mais les vivants véritables
« Sentent croître leur vie au contact de la mort.
« Alors les nations qu'avait faites l'histoire
« Sortiront de dessous les empires détruits ;
« Elles transformeront leur défaite en victoire,
« Et des tourments passés recueilleront les fruits.
« Alors elles vivront à la grande lumière,
« Réalisant le bien rêvé dans leur sommeil ;
« Et la Pologne alors renaitra la première,
« Pour donner à ses sœurs le signal du réveil. »

On peut se procurer à l'administration de la revue POLONIA :

- 1) **Un Manuel de la langue Polonaise à l'usage des Français**, broché, 3 fr. 50 ; franco, 3 fr. 90 ; relié, 5 fr. ; franco, 5 fr. 40 (de M^{me} Zielińska).
- 2) **Album des Polonais dans l'Armée Française**, 4 fr. ; franco, 4 fr. 50.
- 3) **La France et la Pologne à travers les siècles**, prix 5 fr. ; franco, 5 fr. 50 ; étranger, 6 fr.
- 4) **Insigne polonais en émail avec l'aigle blanc**, franco, 3 fr. ; étranger 3 fr. 50.
- 5) **Épingle en émail**, franco, 2 fr. 50 ; étranger, 3 fr.
- 6) **Cartes nationales polonaises diverses**, la douzaine, 1 fr. ; franco, 1 fr. 25.
- 7) **Timbre de propagande avec l'aigle polonais** le cent, 1 fr. 50 ; franco, 1 fr. 65.
- 8) **La France pour la Pologne** (enquête), 4 fr. ; franco, 4 fr. 50.
- 9) **La Petite Encyclopédie Polonaise**, 5 fr. ; franco, 5 fr. 50.
- 10) **La Pologne immortelle**, 3 fr. 50 ; franco, 4 fr.

L'Administration de la revue *Polonia* achète les livres de langue polonaise : classiques, romans et d'histoire.

ZIEMIE POLSKIE

Na froncie wschodnim walki ustały tymczasowo.

Jedynie w Kurlandji, na zachód od Rygi, Rosjanie cofnęli się nieco ku wschodowi. Ponieważ żaden atak niemiecki do tego ich nie zmusił, można przypuszczać, że jest to jedynie drobna operacja strategiczna, mająca na celu skrócenie frontu. Wiadomo, że front rosyjski w odcinku Ryga-Dźwińsk ciągnie się z zachodu na wschód na lewym brzegu Dźwiny. Około Jakubowa się łamie, nachyla ku południowi i zachowuje ten kierunek aż do Mołdawji. Aby skutecznie obronić Rygę, oraz uniemożliwić atak morski, Rosjanie starali się zatrzymać możliwie jak najwięcej linii brzegu zatoki Ryskiej. Lecz taktyka ta była połączona z niebezpieczeństwem ze strony lądu, albowiem Niemcy znajdowali się zaledwie o 16 km na południe od miasta, a ofenzywa rosyjska w styczniu roku bieżącego, która miała na celu wzięcie Mitawy dla zabezpieczenia Rygi, się nie udała.

Prawdopodobnie Niemcy noszą się z zamiarem zaatakowania Rygi szturmem czołowym i dlatego sztab rosyjski zwinął swe posterunki na zachód od jeziora Babit. Obecnie pozycje rosyjskie otaczają Rygę łukiem w promieniu kilkunastu kilometrów od miasta. Dowodzi to jednak, że Rosjanie nie mają zamiaru rozpoczęcia jakiegokolwiek ofenzywy w tej części frontu i prowadzić będą jedynie walkę obronną.

Na Podolu i w Mołdawji Niemcy i Austriacy zatrzymali się zupełnie. Być może, że bohaterska obrona Rumunów pokrzyżowała nieco plany Hindenburga na froncie wschodnim. Niebezpieczeństwo jednakże nie jest usunięte: pierwsza rocznica wypowiedzenia wojny Austrii (27 sierpień) upłynęła więc dla Rumunów w smutku i żałobie. Cierpienia ich jeszcze się, niestety, nie skończyły.

Jak już zaznaczyliśmy zeszłego tygodnia, armje austriacko-niemieckie stoją na wzgórzach i panują nad całą doliną Mołdawji. Można przypuścić, że Hindenburg rezerwuje sobie ten kącik, dla zwycięskiego zakończenia roku. Jest to ulubiona taktyka Niemców. W roku 1915 pogromili oni Serbów i zajęli nie tylko Serbję, ale nawet Czarnogórze i Albanję, w roku 1916 zakończyli rok wzięciem Bukaresztu i okupacją Wołoszczyzny. Rok 1917 postarają się zakończyć wzięciem Jassów i Mołdawji, albowiem niema już innych małych państewek do rozbicia. Są to zwycięstwa względnie łatwe, ale skądinąd korzystne dla Niemiec jako sukcesy moralne.

Nie należy się lęczyć co do siły obronnej Rumunów. Przemysł rumuński prawie nie egzystuje, a w Rosji fabryki stoją bezczynnie. Skąd więc dostaliby Rumuni dostateczną ilość broni i amunicji?

POLSKI ZJAZD POLITYCZNY W MOSKWIE

W instynktownem niejako zrozumieniu doniosłości momentu dziejowego, skoro tylko rewolucja rosyjska umożliwiła zrzeszanie się, powstał wśród Polaków, na emigracji w Rosji, żywiłowy pęd do organizacji. Przewodzą pod tym względem wojskowi. Wytworzywszy całą sieć związków, połączyli je oni w zwartą całość z wyraźnym celem stworzenia « polskiej siły zbrojnej ». Pomimo napotykaných trudności polska organizacja wojskowa, mamy nadzieję, cel swój osiągnie. I w chwili rozstrzygającej na szalę wypadków wojny rzuci ona miecz polski, który pod obcym dotąd figurował sztandarem. Na kongresie pokojowym istnienie armji polskiej będzie najwymowniejszym świadectwem, że Naród polski nie przestał żyć samoistnem życiem i brał świadomy udział w walce światowej.

Wśród ludności cywilnej zaznaczył się również żywiłowy pęd do zrzeszania się. Na kresach Rzeczypospolitej powstały wielkie organizacje miejscowych sił polskich, w Rosji zaś nie masz żadnego ogniska życia polskiego, w któremby nie powstały rozmaite organizacje już to specjalnie polityczne, już to mające wprawdzie charakter przeważnie społeczny, ale nie wyłączające i zadań polityczno-narodowych. Liczne te organizacje pozostawały dotąd w rozproszeniu i jakkolwiek uczyniły już wiele dla skontrolowania i ujednostajnienia opinji ogółu, niejednocześnie dotąd tego ogółu w jedną całość na całej przestrzeni państwa rosyjskiego.

Zwołany na 6 sierpnia (21 lipca st. st.) polski Zjazd polityczny w Moskwie miał właśnie na celu osiągnięcie wyższego stopnia organizacji. Zjazd zapoznał się przedewszystkiem na podstawie autentycznych wiadomości zarówno ze stanem kraju i jego dążeniami politycznymi, jak i z międzynarodowem położeniem sprawy polskiej; wyjaśnił wszystkie wątpliwości, jakie jeszcze pod tym względem istnieć mogły, zastanowił się nad temi zadaniami i pracami, jakich dokonać tam na obczyźnie mogli Polacy, i wreszcie powołał do życia stały organ kierowniczy, jakim będzie Rada Polska.

Organizacją Zjazdu zajęł się Komitet Organizacyjny, który został powołany do życia przez zebranie, zwołane z inicjatywy Komitetu Narodowego, przy udziale przedstawicieli stronnictw polityki realnej, demokracji narodowej, Związku niezawisłości i zjednoczenia Polski, Klubu Narodowego w Piotrogradzie, posłów polskich z Litwy, przedstawicieli wychodźstwa polskiego z Galicji i grona osób bezpartyjnych.

Komitet organizacyjny ogłosił odezwę następującą:

« Ponad Ojczyznę Nieśmiertelną — mimo działań Niepodzielną jasnieją już świty wielkiej przyszłości. Ale na drodze, którą przebył ma jeszcze Naród Polski, czeka go dużo dręczącego trudu i groźących mu może klęsk, dużo przeszkód, które przezwyciężyć może tylko mężna energia zbiorowego czynu.

« Trzy lata trwająca wojna przyniosła Narodowi naszemu uznanie jego praw do Niepodległości i Zjednoczenia przez wolne narody Koalicji, toczącej walkę z imperjalizmem centralno-europejskim i zaliczenie postulatu odbudowania Państwa Polskiego do zasadniczych celów, w imię których prowadzona jest niebywała w swych rozmiarach tytaniczna walka potęg świata.

« Z chwilą wypowiedzenia przez Koło Sejmowe, na pamiętnym Zjeździe w Krakowie w dniu 28-ym maja r. b. hasła Zjednoczonej, Niepodległej Polski z dostępem do morza, ujawniła się jednomyślność dążeń całego narodu polskiego, ożywionego jednolitym porywem zapału i gotowością do wszystkich poświęceń, by hasłu temu zapewnić zwycięskie i pełne urzeczywistnienie.

« Niepodległość i Zjednoczenie Polski nie może być jedynie darem z zewnątrz, ani wyłącznem dziełem polityki i dyplomacji jednostek. Państwa i narody wzbijają się do wyższego życia przez zbiorowe wyteżenie ogółu, zdrowego i krzepkiego w swojej całości, obejmującego szerokie widnokręgi narodowej samowiedzy, uczucia i czynu. Bez czynnego udziału, bez nateżenia siły woli, bez skupionej energii w użyciu wszystkich sił i środków, jakimi nasz naród rozporządza, urzeczywistnieniu jego dążeń poważne grożą niebezpieczeństwa.

« Skupiać się dziś winniśmy wszyscy we wspólnej służbie publicznej wobec nowych,

otwierających się widnokręgów, wobec zmienionych dookoła nas warunków, wobec wielkich zadań, do jakich wszyscy jesteśmy powołani.

« Dlatego też najwyższy już czas, by organizacje polityczne polskie po tej stronie wojennego kordonu, zgodnie w uznaniu konieczności jednolitej polityki narodowej, stawiającej sobie za cel zdobycie zupełnej Niepodległości i całkowitego Zjednoczenia Polski z dostępem do morza, przystąpiły do tego zwarcia się w jeden szereg, jedną ożywioną wolą i ku jednemu celowi wspólną zwracającą energję. Do takiego szeregowania doprowadzić, wyraz tej woli ustalić, kierunek pracy politycznej określić może jedynie Zjazd przedstawicieli tych organizacji.

« W tym celu Komitet Organizacyjny Zjazdu zwraca się do wszystkich, którzy bierność polityczną w takiej jak obecna chwila uważają za zgubną, aby skupili się na wychodźckwie do działania, któreby było woli Kraju uzupełnieniem i wzmocnieniem.

« Zwracamy się z wezwaniem do udziału w zjeździe do stronnictw, związków, zrzeszeń oraz klubów politycznych, które uznają konieczność jednolitej polityki narodowej, stawiającej sobie za cel zdobycie zupełnej niepodległości i całkowitego Zjednoczenia Polski z dostępem do morza.

« Komitet Organizacyjny ufa, że na tej podstawie zwołany Zjazd, określi zgodnie i patriotycznie główne zasady czynnej polityki polskiej na wychodźctwie i powoła do życia stały polityczny organ kierowniczy. »

Odezwę podpisali P. P.: S. Brzeziński, S. Czetwertyński, S. Dzierzgowski, W. Gajewski, J. Gościcki, S. Grabski, J. Harusiewicz, B. Jałowicki, W. Jaroński, L. Kronenberg, ks. S. Maciejewicz, F. Nowodworski, F. Raczkowski, F. Rasiński, E. Roński, Z. Wielopolski, J. Wielowiejski, B. Winiarski, S. Wojciechowski, ks. A. Wójcicki i J. Zdziechowski.

Na porządku dziennym Zjazdu były postawione następujące sprawy:

- 1) obecny stan sprawy polskiej;
- 2) sytuacja w Kraju;
- 3) zadania polityki polskiej na wychodźctwie;
- 4) wytworzenie stałego politycznego organu kierowniczego.

Od czasu uchwał Koła Sejmowego w Krakowie « Polska niepodległa i zjednoczona z dostępem do morza » stała się wyrazem nadziei i dążeń ogółu Narodu, stała się hasłem, skupiającem wszystkich. Toteż sprawy przyszłego ustroju Polski ustąpić dziś muszą pierwszeństwa wspólnemu dla wszystkich żądaniu odzyskania wolnej Polski. To też Zjazd nie wywieszał żadnych haseł z zakresu polityki wewnętrznej, wzywał on na narady tych wszystkich, którzy pragną przyłożyć się czynnie do zdobycia Polski niepodległej i zjednoczonej z dostępem do morza. Nie mieli co robić na Zjeździe ci tylko, co utrzymują, że Polacy stawić mogą takie tylko żądania, na które zgodzić się mogą Niemcy, i w imię tego ograniczają swe żądania do karłowatego « państwa 5-go listopada ».

Na Zjeździe noskiewskim znajdowało się 360 delegatów, którzy reprezentowali 120 różnych polskich związków i organizacji emigracyjnych. Zjazd został otworzony przez profesora Dzierzgowskiego, dyrektora Instytutu medycyny doświadczalnej w Piotrogradzie. Przesesem Zjazdu obrano prof. Jezierskiego z Kijowa, stojącego na czele tamtejszego Komitetu Wyhonawczego polskiego.

Rezolucje Zjazdu

Dnia 8 sierpnia Zjazd uchwalił szereg nader ważnych rezolucji, które podajemy tutaj w tłumaczeniu podług tekstu francuskiego, przesłanego telegraficznie z Moskwy do Paryża. Rezolucje poniższe zostały uchwalone jednomyślnie.

§ 1.

Niewzruszonym celem narodu polskiego, jako rezultat wojny obecnej, jest uzyskanie niepodległego Państwa polskiego przez połączenie wszystkich ziem polskich z ujściem Wisły i z dostępem do morza. Realizacja celu powyższego wymaga, aby hegemonja militarizmu niemieckiego w Europie została złamana, i aby ziemie

polskie, zajęte przez Państwa centralne, im zostały odebrane.

Przeto zwycięstwo Koalicji anty-niemieckiej, oraz urzeczywistnienie programu zreorganizowania Europy na zasadach prawa narodów do samookreślenia i do niepodległości, zasadach, które Stany Zjednoczone wygłosiły, i na które inni Sojusznicy otwarcie przystali — leży w najprostszym interesie Polski.

Naodwrot, wszystko co zmniejsza Państwa Centralne, wszelkie podporządkowanie Polski polityce niemieckiej, wszystko co może doprowadzić do pokoju przedwczesnego, wszystko co się znajduje w przeciwieństwie z programem Koalicji, wszelkie nadużywanie zasady « pokoju bez aneksji », wzniesłej skądinąd, w celu pozostawienia pod uciskiem Niemiec narodów, które pragną się z pod ich jarzma oswobodzić — wszystko to jest przeciwnym interesom Polski.

§ 2.

Zjazd stwierdza, że jego pojęcie celów polityki polskiej zgadza się z żądaniami i opinią publiczną trzech zaborów Polski. Wola narodu jasno i otwarcie wypowiedziała się w rezolucji uchwalonej przez Kolo Polskie w Krakowie, dnia 28 maja 1917 r., w której zaznaczono « że naród polski życzy sobie jednomyślnie odbudowy Polski niepodległej, zjednoczonej, z dostępem do morza ». Także w decyzji, jaką przedłożył parlamentowi niemieckiemu, w imieniu Kola polskiego, poseł Seyda, mówi się, « że Polacy zaboru pruskiego nigdy nie zrezygnowali z idei zjednoczenia narodowego, i że uznają oni w zupełności prawo narodów do samookreślenia ».

W Królestwie nawet, jak tego dowodzi bieg wypadków oraz sytuacja polityczna, olbrzymia większość narodu odrzuca z energią możliwość uregulowania kwestji polskiej przez Państwa centralne na podstawie aktu z 5 listopada. Naród broni się przeciwko wszelkim manewrom, które usiłują postawić Polskę w stanie zależności względem polityki niemieckiej, nie widząc w Radzie Stanu nic więcej ponad organ administracyjny, niezbędny do porozumiewania się z władzami okupacyjnymi, ale właśnie dzięki swej zależności od Państw centralnych, nie mogący być ciałem miarodajnym i wyrażającym istotną wolę Kraju i Narodu.

Zjazd wyraża swój podziw i swą wdzięczność rodakom pozostałym w kraju, a szczególnie braciom z Zaboru pruskiego, którzy pomimo warunków niesłychanie trudnych, umieli utrzymać dotychczas swą postawę stanowczą i niezależną.

Zjazd stwierdza, że legioniści polscy, odmawiając złożenia przysięgi, która związała by losy armji polskiej z losami Państw centralnych, dokonali czynu wielkiego znaczenia dla szczęśliwości ich ojczyzny.

§ 3.

Uważając, że naród rosyjski, zaraz po wybuchu Rewolucji, uznał niepodległość i całość Polski, uważając również, że znosząc dawny utrój despotyczny, który rzucał cień nieufności na Koalicję, naród rosyjski znalazł się nagle w rzędzie demokracji, które walczą za prawa narodów. Zjazd jest głęboko przekonany, że Polacy z tej strony frontu mają obowiązek stanąć podczas tej wojny przy boku wolnej Rosji w jej zapasach o własną egzystencję z militarystem pruskim, oraz w jej trudnej w łce o wprowadzenie porządku wewnętrznego, opartego na prawie i wolności.

§ 4.

Zjazd uważa, że w warunkach obecnych, zasadniczym czynnikiem całości i niepodległości Polski jest stworzenie polskiej siły zbrojnej, walczącej przeciwko Państwu centralnym, które są ostatnim schroniskiem siły pięści i militarysty depreczającego prawa narodów. Z powodu trudności, jakie obecny Rząd rosyjski stawia przeciwko utworzeniu autonomicznej polskiej siły zbrojnej, Zjazd oświadcza, że stanowisko te może zachwiać ufność narodu polskiego w szczerotę proklamacji rosyjskiego Rządu Tymczasowego z dnia 30 marca 1917.

§ 5.

Zjazd oświadcza, że prawo Narodu polskiego do obrony swych interesów na przyszłym Kongresie pokojowym, nie ulega najmniejszej kwestji.

§ 6.

Zjazd poleca Radzie przez niego wybranej, aby w swych czynnościach kierowała następującymi względami :

1^o Rada powinna przedewszystkiem uzyskać od mocarstw Koalicji anty-niemieckiej i od państw neutralnych zapewnienie, że Polska będzie miała swych własnych przedstawicieli na Kongresie pokojowym.

2^o Rada powinna poprzeć stanowczo Centralny Komitet Polski, aby uzyskać jak najprędzej połączenie wszystkich Polaków armji rosyjskiej w jedną oddzielną i zdyscyplinowaną siłę zbrojną, a następnie zająć się organizacją uzbrojenia, intendentury oraz oddziałów sanitarnych, armji polskiej potrzebnych.

3^o Rada powinna rozwinąć szeroką działalność, aby zapoznać możliwie jaknajszerszej mocarstwa Koalicji oraz państwa neutralne z istotą kwestji polskiej, określić rolę, jaką Polska odegrać może w przyszłej organizacji Europy, gwarantując zasadę bytu państwowego każdego narodu przeciwko gwałtom państw napastliwych, oraz autonomję wewnętrzną mniejszości narodowych na ziemiach o ludności mieszanej.

4^o Rada powinna informować ciągle i dokładnie narody i rządy Koalicji o istotnym stanie rzeczy w Polsce, a to w celu unicestwienia intryg niemieckich, które dążą do powasniienia Polski z Aljantami, oraz zwalczając jednocześnie wpływowych kół rosyjskich, które czy przez niechęć, czy przez brak orientacji, dążą do tego samego celu.

5^o Rada powinna skoordynować wszystkie siły polskie z tej strony frontu, aby z jednej strony zwalczać bez ustanku, z wolną Rosją i Koalicją, tak zwane prądy pacyfistyczne, które w istocie pracują na korzyść Niemiec i ze szkodą równie dla Polski jak i dla Rosji, a z drugiej strony przyczyniać się do zawarcia pokoju opartego na sprawiedliwości.

6^o Rada powinna wreszcie, i to jak najszybciej, uzyskać w zgodzie z opinią kraju oraz organami polskimi w Ameryce i na Zachodzie Europy, że przy rewizji projektowanych traktatów, mających na celu przyszłe uregulowanie stosunków pomiędzy narodami Koalicji, rozwiązanie kwestji polskiej będzie określone jasno dobitnie pomiędzy celami wolnej obecnej.

Oto tekst rezolucji. Następnego dnia, 9 sierpnia Zjazd wybrał Radę, która składa się z 17 członków. Rada owa wybrała z pośród siebie Komitet Wykonawczy, którego skład znany nam jest z depezy pietrogradzkiego korespondenta « Temps'a ».

Prze-em Rady został wybrany p. Stanisław Wojciechowski, jeden z założycieli Polskiej Partji Socjalistycznej, oraz znany organizator kooperatyw w Polsce. PP. Leon Lubieński i Stanisław Jezierski, zostali wybrani wice-prezydentami.

Rada zorganizowała cztery sekcje czyli departamenty : wojskowy, finansowy, spraw zagranicznych i spraw wewnętrznych. PP. Widomski i Żdziechowski będą kierownikami sekcji wojskowej ; profesor Grabski i p. Wielowiejski staną na czele spraw zagranicznych ; pp. Gościcki i Harusiewicz (w depezy : Anaszkiewitch ?) członkowie Dumy, będą dyrektorami sekcji spraw wewnętrznych i wreszcie p. Paweł Górski zajmie się finansami.

Dyrektorowie powyższych sekcji, wraz z dziesięcioma innymi członkami tworzą Komitet Wykonawczy Rady Polskiej, który obraduje w Piotrogradzie.

Oprócz tego Rada poprosiła P. P. : Romana Dmowskiego, Erazma Piltza, hr. Maurycego Zamoyckiego i Ignacego Paderewskiego, aby zechcieli, przyjmując przedstawicielstwo polityczne Rady w stolicach krajów Koalicji.

K. S.

Można nabyć w Administracji POLONII :

- 1) Podręcznik do nauki języka francuskiego, cena, 2 fr. ; z przesyłką, 2 fr. 20.
- 2) Album Polaków w Armji Francuskiej, cena, 4 fr. ; z przesyłką, 4 fr. 50.
- 3) Francja i Polska w przetrzeni wieków, 5 fr. ; z przesyłką, 5 fr. 50 (zagr. 6 fr.).
- 4) Znaczek polski z białym orłem, 3 fr. z przesyłką ; zagranicą, 3 fr. 50 ;
- 5) Szpilka z orzełkiem, 2 fr. 50 z przesyłką ; zagranicą, 3 fr.
- 6) Odkrytki narodowe polskie, różne, tuzin, 1 fr. ; z przesyłką, 1 fr. 25.
- 7) La France pour la Pologne (ankieta) 4 fr. ; z przesyłką, 4 fr. 50.
- 8) La Petite Encyclopédie Polonaise, 5 fr. ; z przesyłką, 5 fr. 50.
- 9) La Pologne Immortelle, 3 fr. 50 ; z przesyłką, 4 fr.
- 10) Nalepki z orzełkiem polskim dla propagandy, 1 fr. 50 tuzin ; z przesyłką, 1 fr. 65.
- 11) Podręcznik do nauki języka polskiego dla Francuzów, cena, 3 fr. 50 ; z przesyłką, 3 fr. 90 ; oprawy 5 fr. ; z przesyłką, 5 fr. 40.

W druku :

Śpiewnik narodowy z nutami i Książka do nabożeństwa.

ZWIĄZEK NARODOWY POLSKI

Odbieramy odezwę Związku Narodowego Polskiego nawołującą do jedności pracy w kolonji.

Oto końcowy jej ustęp :

Polska wolną będzie, bo niewoli nie przyjęła nigdy. Ale Polska musi być także i cała, i silna, i uszanowana przez narody świata. To wszystko zdobyć możemy tylko stanawszy z nimi do ostatniego boju o wolność ludów, ramię przy ramieniu — na każdym polu walki i pracy.

Prawo i siła są po stronie narodów walczących z przemocą niemiecką. Stańmy się częścią tej siły, by sięgnąć wraz z nią po prawo.

Na takich zasadach opiera się Związek Narodowy Polski. Dziś po kilku zaledwie tygodniach istnienia z dumą to stwierdzamy : Związek nasz zznał uznanie i tu wśród Rodaków, i za oceanem w opinii polskiej, i w kraju, gdzie krzewią się organizacje podobne do naszej.

Związek narodowy polski jest przymierzem Polaków, którzy razem, bez różnicy partji, pragną pracować dla Polski Niepodległej a Zjednoczonej, na gruncie solidarności z interesami Aljantów. Kto na ten jedyny punkt, kierujący pracami naszymi, zgadza się, ten niech przystąpi do Związku. W szeregach naszych nie znajdzie przymusu dla swych przekonań, ale znajdzie poparcie dla wszelkiej pracy i inicjatywy w myśl jedynego celu Związku :

Niech żyje Polska Zjednoczona i Niepodległa !

Niech żyją wspólne cele nasze i Aljantów !

Niech żyje jedność pracy dla tych celów !

POLACY

z wojsk rosyjskich we Francji zaciągają się do ARMJI POLSKIEJ

Pierwszy oddział wolontariuszów z brygad rosyjskich, walczących na froncie francuskim, przybył już do obozu polskiego.

Witany entuzjastycznie po drodze przez ludność francuską, pociąg wiozący tych zuchów był powodem szeregu manifestacji na cześć Wolnej i Zjednoczonej Polski.

Wzruszająca scena miała miejsce w jednym z miast leżących po drodze do obozu polskiego. Gdy pociąg z wolontariuszami ubrany w chorągwie francuską i polską wjeżdżał na stację, kilkudziesięciu Poznańczyków, jeńców wojennych, pracowało nad wyładowywaniem towarów.

Widok sztandaru ojczystego wzruszył tych biedaków do głębi duszy. Zdziwienie ich nie miało granic, gdy ujrzeli w oknach wagonów żołnierzy w mundurach rosyjskich. Trwało to jednak niedługo. Oficer polski prowadzący oddział objaśnił im, że żołnierze ci są tak samo jak i oni Polakami, że jadą zaciągnąć się do Armji polskiej, aby wspólnie z Aljantami walczyć o wyzwolenie Polski.

Twarze biedaków się rozjaśniły. Zaczęli wołać : « Bierzcie nas ! Chcemy z wami do polskiego wjaska ! » Z wielkim trudem udało im się wytłumaczyć, że jest to niemożliwe, że chwila jeszcze nie nadeszła, aby i oni mogli stanąć do walki pod ojczystym sztandarem.

Scena ta wywarła głębokie wrażenie na nowych wolontariuszach polskich. Oprócz ludzi z samej Warszawy, z Kieleckiego, Radomskiego, Siedleckiego i innych ziem Królestwa, są wśród nich rodacy nasi z Litwy, Białej Rusi i Podola nawet. Jest nawet Polak z okolic Jenisiej-ka, dokąd losy zapędziły niegdyś jego rodziców. Wszyscy garną się dzisiaj do środowiska polskiego, do Armji polskiej. Widzą oni w niej symbol wyzwolającej się z kajdałów ojczyzny.

Wierzą święcie, że przyczynią się do odbudowy wolnej i Niepodległej Polski.

Nowi wolontariusze są już od tygodnia w obozie polskim. Przebrani w mundury z odznakami polskimi, z rogatywką na głowie, służą narówni z bracią żołnierską, która na pierwszą wieść o tworzącej się Armji polskiej pośpieszyła z różnych zakątków Francji, aby stanąć pod ojczystym sztandarem. Po skończonej mustrze, Polak, który pod Arras lub w Marokku się bijał, gwarzy z rodakiem swym, który walczył nad Bzurą, pod Rygą lub w Karpatach, dzieląc się wrażeniami i marząc o chwili gdy, wraz z całym wojskiem polskim, wkrocza zwycięsko do wyzwolonej z pod jarzma wrogiego Warszawy.

P. K.

KRETACTWA NAPIERALSKIEGO

Katowicka « Gazeta Ludowa » otrzymała od pewnego księdza Polaka z Górnego Śląska korespondencję, w której powiedziano, że z inicjatywy ks. Kapitzy odbyło się przed kilku dniami w Katowicach zebranie, rzekomo w kwestji języka polskiego w szkole.

Na zebraniu tem był obecny także pan Adam Napieralski, redaktor « Katolika ».

O wystąpieniu ks. Kapitzy i pana Napieralskiego pisze wspomniany korespondent między innymi, co następuje :

« Ks. Kapitza i p. Napieralski są zdania, że po utworzeniu samodzielnego Państwa Polskiego Koło polskie straciło rację bytu.

Jedynym celem polityki polskiej w Pruszech może być obecnie tylko zachowanie polskości, języka, obyczajów i t. d. Ten cel zachowania kultury polskiej mają także centrowcy w programie. A więc tak konkluduje ks. Kapitza : po co wybierać do Koła polskiego? Rozłam w duchowieństwie powstał dopiero z początkiem agitacji Korfantego. Dążyć nam trzeba znowu do zgody.

Niemieccy księża są gotowi z nami współpracować. Ale w polityce trzeba postępować według zasady *do ut des*.

Było widać ze słów ks. Kapitzy, że warunkiem niemieckim jest zrezygnowanie z wyborów do Koła polskiego.

Centrowcy chcą w zamian za to wysłać wraz z księżmi polskimi petycję do rządu o zaprowadzenie języka polskiego w szkole.

Petycja ma być wysłana przez biskupa. Ks. Kapitza już z jakimś kanonikiem pertraktował i powiedział, « że biskup się zgodzi ».

W końcu proponował pan Napieralski przyjęcie takiej rezolucji :

- 1) wysłać petycji w sprawie językowej;
- 2) wyrazić życzenie, ażeby w każdej parafji polskiej został zaprowadzony polski oddział katolickiego związku ludowego z Mienchen—Gladbach (Volksverein für das Katholische Deutschland).
- 3) wyrazić nadzieję, że praca kulturalna w tem Towarzystwie, przyczyni się do zgody pomiędzy Polakami i centrowcami.

Czy rezolucję ostatecznie przyjęto, tego korespondent nie donosi, gdyż opuścił zgromadzenie przed jego zamknięciem.

Cała prasa narodowa w zaborze pruskim jaknajenergiczniej protestuje przeciwko temu zamachowi szachrajskiemu rozzuchwalonych polityków centralnych.

KĄCIK HUMORYSTYCZNY

Ogłoszenie.

Na leśniano ze Sztokholmu znalezioną tam klepkę z napisem « neutralizacji Wisły ».

Nieszczęsny właściciel generalskiej głowy, z której klepka ta wypadła, raczy zgłosić się po odbiór zguby do opinji Narodu Polskiego.

(Muchomor.)

Ostatnie wiadomości.

Do jakiego stopnia nędzy doszli Niemcy, dowodzą fakty, że

- 1) z dniem 1 następnego miesiąca będą wprowadzone kartki na powietrze i na wodę,
- 2) tramwaje elektryczne będą kursowały tylko w czasie burzy, korzystając z energii elektrycznej piorunów,
- 3) gotować będzie można tylko za pomocą zogniskowanych promieni słonecznych.

(Mucha.)

W KOLONJACH POLSKICH

© Polska szkoła średnia na Podolu

Z Mohylowa donoszą do « Dziennika Kijowskiego ».

« Akcja oświatowa szerokie zatacza kręgi. We wszystkich środowiskach polskich stosownie do możliwości polskich czynników miejscowych i potrzeb powstają zakłady i instytucje naukowe.

« Obecnie w Mohylowie zawiązało się Towarzystwo, które w celu wychowania świadomych obywateli kraju, zdrowych duszą i ciałem twórców narodowego życia, zakłada i popiera czynnie w Mohylowie polską szkołę 7-klasową imienia Tadeusza Kościuszki, przez dostarczanie środków materialnych i czuwanie nad jej normalnym rozwojem.

« Tymczasowa rada nadzorcza Stowarzyszenia Polskiej Szkoły im. Tad. Kościuszki ogłasza następującą odezwę :

« W chwili dziejowego przełomu, gdy na gruzach teraźniejszości wytwarzają się nowe formy współżycia narodów, sprawy oświaty i wychowania narodowego wysuwają się na plan pierwszy, od nich bowiem zależy jaśniejsze jutro, przyszłość naszego dorobku kulturalnego na Rusi. Krzewienie oświaty i nauki staje się powszechnym obowiązkiem, jako jedyny nakaz serca, sumienia i poczucia obywatelskiego. W tej myśli powstało w Mohylowie na Podolu stowarzyszenie Polska Szkoła, które zakłada 7-klasową szkołę, w stuletnią rocznicę śmierci naczelnika narodu, Tadeusza Kościuszki, za połączenie bratniej dłoni szlachty i ludu ku obronie kraju, za trudy i krew przelaną w obronie honoru i niepodległości Polski, w uznaniu zasług i głębokiej czci dla narodowego bohatera, nadając szkole tę nazwę « imienia Tadeusza Kościuszki ». Powołana do życia przez stowarzyszenie Rada Nadzorcza odwołuje się do wszystkich z prośbą o współdziałanie celom i zadaniom stowarzyszenia przez składanie ofiar i zapisywanie się w poczet członków. Polska szkoła uzyskała prawa jej przynależne, ma wstęp do wyższych uczelni, trzeba tylko zabezpieczyć jej rozwój normalny przez oddanie swych dzieci do niej, gdzie będą miały całą pełnię wiedzy nauk współczesnych, wykładanych po polsku przez ludzi fachowych i doświadczonych, zabezpieczoną opieką i wychowaniem, gdzie będą miały karmę z niw i pól na ziemi ojczystej, gdzie będą piły zdroje narodowe nie ze « studni zafrutej ». Do szkoły będą przyjmowani chłopcy i dziewczęta. Na razie szkoła będzie miała wstępną, pierwszą i drugą klasę; o ileby napływ dzieci był duży, można będzie otworzyć i 3 klasę. »

© O przysięgę po polsku.

Proboszcz kościoła św. Aleksandra w Kijowie ks. Skalski wniósł do sądu okręgowego skargę przeciw wice-prezesowi 4-go wydziału karnego tego sądu o niedopuszczenie złożenia przysięgi w języku polskim przez sędziów przysięgłych Polaków. Sąd okręgowy oddalił skargę ks. Skalskiego, motywując żądanie składania przysięgi w języku rosyjskim tem, że językiem urzędowym w sądzie jest rosyjski i tylko w tym języku mogą odbywać się wszelkie akty w sądzie, a więc i składanie przysięgi. Ks. Skalski zakrzył decyzję sądu okręgowego przed ogólnym zebraniem kijowskiej izby sądowej. W apelacji tej ks. Skalski twierdzi, że sąd okręgowy niesłusznie zalicza składanie przysięgi do procedury sądowej, jest to bowiem obrząd religijny, który obecnie po zniesieniu ograniczeń narodowościowych i wyznaniowych, może być dokonywany w języku ojczystym. Decyzja izby sądowej w tej zasadniczej sprawie dotychczas jeszcze nie zapadła.

© Uwolnienie z wojska nauczycieli.

Ministerjum oświaty zawiadomiło podwładne organy, że minister wojny, Kierenski, zdecydował uwolnić od służby wojskowej wszystkich nauczycieli szkół wyższych, średnich i niższych, znajdujących się w służbie pozafrontowej Nauczyciele — wojskowi, którzy pragną skorzystać z uwolnienia winni przedstawić swej władzy bezpośredniej dokumenty, stwierdzające, że rzeczywiście przed powołaniem do wojska zajmowali się nauczycielstwem.

© Macierz Polska w Żytomierzu.

Korespondent « Dziennika Kijowskiego » donosi :

« W dzień rocznicy Konstytucji 3-go Maja (n. st.) ogólny polski wiec oświatowy postanowił założyć w Żytomierzu « Macierz Polską ». Wybrano specjalną komisję, która miała się zająć opracowaniem statutu i ułożeniem listy kandydatów do Zarządu « Macierzy ». Na walnem

zebraniu « Macierzy Polskiej » dnia 11 maja (n. st.) komisja przedłożyła statut, prawie identyczny ze statutem Macierzy Polskiej w Kijowie, który bez zmian walne zebranie uchwaliło. Po wysłuchaniu sprawozdań z prac, prowadzonych dotychczas przez sekcję kulturalno-oświatową przy Polskim Komisarjacie miejskim, walne zebranie dokonało wyboru zarządu i komisji rewizyjnej.

« Zarząd na pierwszym posiedzeniu polecił poszczególnym swym członkom zorganizowanie różnych sekcji. Zorganizowały się sekcje : szkoły ludowej, szkoły średniej, oświaty pozaszkolnej, biblioteczna, krajoznawczo-naukowa, finansowo-gospodarcza i informacyjno-organizacyjna.

« Wszystkie sekcje podjęły w miarę sił i funduszy wyteżoną pracę w swoim zakresie.

« Brak funduszy odczuwać się daje zwłaszcza w pracy sekcji szkoły ludowej i średniej. Słysz się wołanie o szkołę polską ze wszystkich stron miasta, wieś polska przypomina także swoje istnienie. Mamy w mieście cztery polskie szkoły ludowe, potrzeba ich jeszcze conajmniej sześć, organizujemy i otwieramy z początkiem roku szkolnego wyższą szkołę ludową dla dziewcząt i chłopców, dwa gimnazja męskie i żeńskie, a fundusze są na wyczerpaniu. Zwracaliśmy się z odezwą do społeczeństwa polskiego na Wołyniu o ofiary na szkoły średnie i chociaż szkoły średnie w Żytomierzu zaspakajają będą potrzeby całego Wołynia, ofiary płyną bardzo słabo. Wierzmy jednak, że początek roku szkolnego wzmocze ofiarność społeczną. »

AMBASADOR BACHMATJEW ponawia obietnice Rosji co do Polski

Ambasador wolnej i rewolucyjnej Rosji, p. Bachmatjew, złożył dnia 3 sierpnia w Chicago hołd bohaterowi dwóch światów, Tadeuszowi Kościuszce, wienząc jego statwę w parku Humboldta i wygłaszając wspaniałe orędzie wolnego narodu rosyjskiego do Polaków.

Tysięczne zebraty się tłumy pod pomnikiem Kościuszki, aby być świadkami tej uczystości, mimo sypku sierpniowego słońca, przed którym na wolnym skwerze schronić się nie było można.

Policja zamknęła dojście do pomnika. Sokolstwo w mundurach uroczystych i polowych ustawiło się pod nim. Skauci polscy tworzyli ruchomy łańcuch dookoła. Reprezentanci Z.N.P., Zw. Polek, Zjednoczenia i wszystkich organizacji zebrali się tuż u stóp pomnika, który przystrojony w polskie i amerykańskie kolory, majestatycznie widniał z daleka na tle zebranych tłumów.

Ambasador Bachmatjew, który przyjechał w towarzystwie p. J. F. Smulskiego i sędziego Browna, prezesa amerykańskiego komitetu, złożył olbrzymi wieniec żywych róż, wśród tysięcznych oklasków, u stóp Naczelnika Narodu.

Następnie przemówił ambasador Bachmatjew w te słowa do Polaków :

« Członkowie Polskiego Komitetu i Wy, Polacy i Polki!

« Przybyłem tu, do tego pomnika waszego narodowego bohatera, aby przynieść wam braterskie pozdrowienia od wolnej Rosji. Przybyłem, aby wam powiedzieć, że rosyjska rewolucja przynosi Polsce nowe życie, oraz przyszłą niezawisłość i wolną egzystencję.

« Stary rząd ucisku, nienawiści narodowej i niesprawiedliwości rozpadł się. Tworzą się nowe stosunki pomiędzy narodami, naprawiają się stare niesprawiedliwości i wzgardzone prawa powołuje się napowrót do życia.

« Jednym z pierwszych aktów prowizorycznego Rządu Nowej Rosji był apel do Narodu Polskiego. « Stary porządek — brzmi ten historyczny dokument — źródło naszego i waszego niewolnictwa, został obalony w gruzy. Wolna Rosja woła was do nowego życia, do Wolności. »

« Bracia Polacy! Wolna Rosja uznaje pełne prawo bratniego Narodu Polskiego, aby sam własnowolnie stanął o swoim losie. Prowizoryczny Rząd uważa stworzenie niepodległego państwa polskiego, utworzonego z wszystkich krajów, zamieszkałych w większej części przez Polaków, za pewny zastaw trwałego pokoju w przyszłej, odnowionej Europie.

« Bracia Polacy! Wyciągając ku Wam braterską rękę i składając Wam zastaw przyszłej



niepodległości i zjednoczonej Polski, uwolniona z pęt Rosja spełnia nie tylko akt sprawiedliwości, ale wciela w życie zarazem wielkie zasady, które mają stać na straży przyszłej ludzkości. Ta wojna, największa ze zmagania ludzkich, przemieniła się w walkę o zasady, w olbrzymi bój pomiędzy demokracją z jednej, a militarną autokracją z drugiej strony.

« Dwa wypadki — rosyjska Rewolucja i przystąpienie Stanów Zjednoczonych do wojny — usunęły wszelkie wątpliwości, oraz uczyniły jasnymi i przejrzystymi cele i dążenia zmagania owego.

« Celem demokracji światowych jest wytworzyć i ugruntować życie narodów na podstawie wolności i pokojowego rozwoju, oraz wykluczyć na przyszłość możliwość najazdów, ucisku i rozlewu krwi. Celem tym jest — dać niepodległość i bezpieczeństwo wszystkim narodom, oparte na niepodlegającym kwestji prawie każdego z nich, do ustanowienia o swoim własnym przeznaczeniu.

« Ażeby cele te zrealizować, ażeby uczynić wolne i niezależne życie narodów rzeczywiste możliwym, musi zwyciężyć demokracja. W tryumfie też demokracji leży poręka narodowej niepodległości Polski. Tak samo też od tryumfu demokracji zależy ustalenie zdobyczy rosyjskiej Rewolucji. Oto jest powód, dla którego moge powiedzieć, że nasza sprawa jest wspólna. Wolność Rosji jest wolnością Polki, a wolność Polki, oznacza demokrację dla Rosji.

« Bracia Polacy! Tryumf demokracji i zwycięstwo Rewolucji rosyjskiej — oto są rzeczy, które mogą i zapewnią Polsce wolność, którą ten kraj naprzódno starał się sobie przywrócić w przeszłym stuleciu, i o którą walczył szlachetny Kościuszko.

« Dumny jestem, że mogę złożyć przy tym tak świętym dla was, Polacy, pomniku wieniec, jako hold wolnej Rosji dla rycerza polskiej wolności i jako znak serdecznej sympatji rozkutej z pęt niewoli Rosji dla braci Polaków, dla których przeszłość oznaczała rozbięcie, cierpienia i ofiary, a przyszłością będzie, — wszyscy ufamy, — zjednoczenie, niepodległość i szczęśliwość.

« Niech mi wolno będzie zawołać: Niech żyje wolna Polska! »

Nie trzeba dodawać, że mowę tę przerywano często hucznymi oklaskami. Następnie przemówił p. J. F. Smulski, odpowiadając w imieniu Polaków na słowa ambasadora. Mowę p. Smulskiego umieścimy w numerze przyszłym.

KRONIKA PARYSKA

◊ Wystawa akwarel wolontariusza.

Jak już donieśliśmy w ostatniej « Polonii », od poniedziałku 3 września do soboty 8 września urządzamy w lokalu naszym wystawę prac p. Jarosza, artysty-malarza i wolontariusza polskiego, który, spędziwszy pierwszą zimę w okopach nad Somme'ą, został wysłany na jesieni roku 1915 do Macedonii, gdzie dotychczas przebywał. P. Jarosz skorzystał z długiego pobytu w tym kraju, tak obfitym w cenne motywy dla malarza, i przyjeżdżając na urlop do Paryża, przywiózł z sobą około 50 akwarel i szkiców, przedstawiających pejzaże i typy z okolic Salonik i Monastyr, oraz wiele rysunków batalistycznych.

Wystawa otwarta będzie od 2 do 6 i pół pp. Czysty dochód ze sprzedaży obrócony zostanie na korzyść Komitetu Rannych. Nie wątpimy, że nasi czytelnicy i przyjacieleowie odwiedzą tłumnie wystawę i rozkupią dzieła żołnierza-artysty.

◊ Związek Narodowy Polski.

Zarząd zaprasza wszystkich członków Związku Narodowego Polskiego na zebranie ogólne w kwestji obchodu stoletniej rocznicy śmierci Tadeusza Kościuszki. Zebranie odbędzie się w niedzielę dnia 2 września, o godz. 3-ej po połud-

niu, w lokalu « The Berlitz School », 31, Boulevard des Italiens w Paryżu. Zarząd uprzejmie prosi o punktualność.

◊ Czytelnia Publiczna.

Przypominamy, że mieszcząca się w lokalu « Polonii » Czytelnia publiczna wypożycza książki do domu na warunkach następujących: czytelnik wplaca 5 fr. zastawu od każdego tomu, oraz płaci 1 fr. miesięcznie za wypożyczenie jednej książki każdorazowo; za każdy tom następny płaci się 50 cts tylko. Znaczący to, że czytelnik może zmieniać książki tyleż razy w miesiącu ile mu się podoba, ale każdorazowo może wziąć np. tylko dwie książki jeśli wplacił 10 fr. zastawu i 1 fr. 50 cts opłaty.

Czytelnia otwarta jest codziennie oprócz niedziel i świąt, od godz. 2 do 6 i pół pp. Ponieważ bardzo dużo tomów brakuje, przeto uprasza się osoby, które posiadają u siebie książki do Czytelni należące (dawniej mieściła się ona przy ul. Cardinal-Lemoine, 10), o łaskawy zwrot takich.

◊ Ze Stowarzyszenia podatkowego.

Stowarzyszenie podatkowe pracującej kolonii polskiej prosi nas o zawiadomienie, że zebranie miesięczne Stowarzyszenia odbędzie się w niedzielę dnia 2 września, w sali Colarossi (10, rue Grande-Chaumière), o godzinie 2 i pół po południu.

Po załatwieniu spraw administracyjnych, p. K. Wolski wygłosi dalszy ciąg swych odczytów z dziedziny historii Polski.

◊ Polacy w Argentynie.

Z chwilą wybuchu wojny, Polacy rodem z Galicji lub z Poznańskiego, którzy pracowali w różnych przedsiębiorstwach angielskich, francuskich lub belgijskich w Argentynie, zostali wydaleny z fabryk jako obywatele państw wrogich. Nie pomogły żadne wyjaśnienia, że są oni Polakami, a nie Austriakami lub Niemcami. Dowiedziawszy się jednak od stowarzyszeń czeskich, że poselstwo francuskie już w kilka miesięcy po wybuchu wojny uczyniło wyjątki dla Czechów, Alzatezyków, Polaków i Słowian południowych, nie traktując ich na równi z Niemcami lub Austriakami, prezes « Towarzystwa Polskiego » w Buenos-Ayres, p. Gustaw Jasiński udał się do konsulatów francuskiego, belgijskiego i angielskiego, prosząc o pozwolenie na przyjmowanie Polaków do fabryk należących do obywateli owych krajów. Konsulowie francuski i belgijski zaraz przystali, lecz angielski, mimo całej swej sympatji osobistej, zawiadomił p. Jasińskiego, że nie posiada odpowiednich instrukcji od rządu swego. Przeto « Towarzystwo Polskie », nie mając wpływu w Londynie, weszło w stosunki z nami, i obecnie czynią się starania, aby Rząd angielski wydał swemu konsulowi w Buenos-Ayres przychylnę względem Polaków instrukcję.

Adres « Towarzystwa Polskiego » jest następujący: Sociedad Polaca, Casilla Correo 39 — Republica Argentina.

Przypominamy wszystkim naszym Prenumeratorom, iż, przy zmianie adresu, należy dotrzeć 50 centimów markami pocztowymi na zarządzenie przedruku opasek.

— Przed strajkiem kelnerów w Warszawie.

Związek kelnerów rozpoczął przygotowania do strajku powszechnego i stara się zebrać fundusz, potrzebny na zasiłki dla rodzin kelnerów uboższych. W tym celu członkowie obnodzą, zakłady gastronomiczne wzywając kelnerów do składek na fundusz strajkowy. Wielu kelnerów przeciw odmawia, tłumacząc, że muszą oszczędzać przedewszystkiem dla rodzin własnych.

Z żądań, uchwalonych na wiecu, kelnerzy odstąpili od niektórych. Pomiedzy innymi zgadzają się już na przywdziewanie fraków i na noszenie numerów. Natomiast upierają się przy żądaniu, aby kelnerzy nie byli odpowiedzialni za wpływ należności od gościa, na co zgodzić się nie chcą właściciele zakładów drugorzędnych.

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU!

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratorzy **POLONII**, abonament których kończy się z dniem pierwszym września proszeni są o wniesienie zawczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

Książki polskie, nowe i używane, różnej treści, nabywa Administracja « Polonii ».

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENEFELD JACQUES

KUPEJE: PERŁY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Teleph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITES ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENDE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •

REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart pocztowych, bromowych — studjów akademickich; próby wysyła za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY — OGRODNICZE —

(Właściciel: **Edm. DENIZOT**)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i opłatnie

Adres: **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, wyczerpane 4 fr. 50 cent.

Wszystka poczta za dopłatą 10 0/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE E RENNES.